

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 PORTÉE DES TRAVAUX .1 Les travaux visés par le présent projet comprennent l'apport de l'ensemble des installations, de la main-d'œuvre, du matériel, de la quincaillerie et des matériaux nécessaires à la reconstruction du quai 403, situé à Miscou, dans le comté de Gloucester (N.-B.) en stricte conformité avec le devis et les dessins connexes et conformément à toutes les modalités du contrat.
- 1.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX .1 En général, les travaux visés par le présent contrat comprennent ce qui suit (énumération non exhaustive):
- .1 L'enlèvement au complet de la structure de la palplanche en acier existante jusqu'au limites de l'enlèvement et de l'excavation, indiquées sur les dessin, pour permettre la réalisation du nouvel ouvrage. Ces travaux comprennent l'enlèvement du revêtement du sol en asphalte, des garde-roues en bois d'oeuvre, des cales de garde-roues, des blocs d'ancrages de béton armé, les tirants d'acier, l'ensemble de canal d'acier en 'C', des échelles ainsi que de toutes les fixations, barres de prise, et tous les éléments qui pourraient nuire à l'exécution des travaux selon les directives.
  - .2 L'excavation et l'élimination appropriée des matériaux de remblai existants afin de compléter les nouveaux travaux.
  - .3 L'enlèvement des services d'alimentation électrique, comme les fils, câbles, conduits, prises de courant, panneau, poteaux, des conduites d'alimentation, ainsi que de tout autre service pour permettre la réalisation du nouvel ouvrage.
  - .4 Le transport et l'élimination appropriée des matériaux en bois d'oeuvre traité non recyclables à une décharge régionale approuvée.
  - .5 La fourniture et l'installation de pieux métalliques en H et d'autres matériaux en acier.
  - .6 La fourniture et l'installation de nouveaux panneaux de béton dans les pieux en H pour former le mur berlinois, des ancrages sous tension et de tous les matériaux en

1.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX  
(Suite)

- (Suite)  
.6 (Suite)  
acier, ainsi que de béton pour compléter l'ouvrage et des remblais pour la structure.  
.7 La fourniture et la mise en place de matériaux de remblai granulaires, de toile filtrante, de béton, de revêtement de sol en asphalte et de garde-roues en métal, barres de prise, conformément aux dessins.  
.8 La fourniture et l'installation de nouveaux services d'électriques conformément aux dessins.  
.9 La réalisation des travaux en conformité avec les exigences environnementales.  
.10 La fourniture et l'installation d'un barrage flottant et d'une clôture anti-érosion autour de l'aire des travaux.

1.3 FAMILIARISATION AVEC LE CHANTIER

- Avant de présenter une soumission, il est conseillé aux soumissionnaires éventuels d'inspecter le chantier pour qu'ils puissent se faire une idée de la forme et de la nature des travaux, des matériaux à utiliser, des voies d'accès au chantier et des installations temporaires nécessaires pour achever les travaux.
- .2 Obtenir la permission du Représentant du Ministère avant d'effectuer une inspection du chantier.
- .3 Les soumissionnaires doivent examiner la liste des dangers potentiels sur le chantier présentée à la Section 01 35 28.
- .4 Les soumissionnaires doivent porter l'équipement de protection individuelle approprié et prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pendant la visite du chantier préalable à la soumission.
- .5 L'entrepreneur doit faire sa propre évaluation des conditions du site et les difficultés de la réalisation des travaux comme prévu.

- 
- 1.4 CODES ET NORMES .1 Effectuer les travaux conformément au Code national du bâtiment du Canada et à tout autre code provincial ou local, y compris toutes les modifications à ces codes jusqu'à la date limite de présentation des soumissions; en cas de conflit ou de divergence, les exigences les plus strictes prévaudront.
- .2 Les matériaux et l'exécution doivent respecter ou dépasser les exigences des normes, codes et documents référencés prescrits.
- 1.5 INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS .1 En supplément à l'article sur l'ordre de priorité présenté dans les Conditions générales, les sections de la Division 01 ont priorité sur les sections des divisions techniques du présent devis.
- 1.6 UTILISATION DU TERME INGÉNIEUR .1 Sauf indication contraire, le terme Ingénieur utilisé dans le devis et sur les dessins fait référence au Représentant du Ministère, selon la définition établie dans les Conditions générales du contrat.
- 1.7 IMPLANTATION DES TRAVAUX .1 Assumer l'entière responsabilité de l'implantation des travaux selon les emplacements, les lignes et les niveaux indiqués.
- .2 Fournir les dispositifs requis pour l'implantation et l'exécution des travaux.
- .3 Fournir par exemple les règles et les gabarits nécessaires pour faciliter l'inspection des travaux au Représentant du Ministère.
- .4 Fournir les piquets, les bornes et les autres repères requis pour l'implantation et l'exécution des travaux.
- .5 Les coûts d'implantation des travaux, de la mobilisation, de la démobilisation et des autres coûts connexes, mais qui ne sont pas inclus dans des lots de soumission particuliers, seront considérés comme étant
-

1.7 IMPLANTATION DES TRAVAUX (Suite)	.5	(Suite) des coûts accessoires au lot de soumission à prix forfaitaire des travaux de construction et de démolition prescrit à la Section 01 74 21.
1.8 MESURAGE AUX FINS DE PAIEMENT	.1	Avertir au Représentant du Ministère suffisamment avant le début des travaux pour permettre le mesurage nécessaire aux fins de paiement.
1.9 DOCUMENTS REQUIS	.1	Garder sur le chantier un (1) exemplaire de chacun des documents suivants: .1 dessins contractuels; .2 devis; .3 addenda; .4 dessins d'atelier révisés; .5 liste des dessins d'atelier non revus; .6 ordres de modification; .7 autres avenants au contrat; .8 rapports des essais effectués sur place; .9 calendrier des travaux approuvé; .10 plan de santé et de sécurité et autres documents sur la sécurité; .11 procédures de cadenassage d'installations électriques; .12 permis de sécurité incendie pour exécuter des travaux à chaud; .13 permis, codes et lois; .14 plan de gestion des déchets; .15 autres documents prescrits ailleurs dans les documents contractuels, les dessins et le présent devis.
1.10 PERMIS	.1	Conformément aux Conditions générales, obtenir et payer tous les permis de construction, certificats, licences et autres permis exigés par les autorités municipales, provinciales et fédérales.
	.2	Fournir un avis de projet approprié aux autorités d'inspection municipales et provinciales.
	.3	Obtenir les certificats de conformité exigés par les prescriptions des dispositions légales et réglementaires des autorités municipales,

- 
- 1.10 PERMIS  
(Suite)
- 
- .3 (Suite)  
provinciales et fédérales et qui s'appliquent  
à l'exécution des travaux.
- .4 Soumettre au Représentant du Ministère un  
exemplaire des formulaires de demande et des  
documents d'approbation reçus des autorités  
susmentionnées.
- 1.11 SERVICES  
EXISTANTS
- 
- .1 Avant de commencer les travaux, établir  
l'emplacement et le tracé des canalisations de  
service et les signaler par écrit au  
représentant du ministère.
- .2 Soumettre le calendrier des fermetures ou des  
coupures des services actifs ou des  
installations au Représentant du Ministère aux  
fins d'approbation. Ces travaux comprennent le  
débranchement de l'alimentation électrique et  
des services de communication vers les  
secteurs opérationnels du locataire. Respecter  
le calendrier approuvé et fournir un avis aux  
parties concernées.
- .3 Être conscient que les installations doivent  
rester opérationnelles pendant toute la durée  
des travaux prévus au présent contrat. Les  
services vers les secteurs utilisés par le  
public, les pêcheurs et les usagers du port  
doivent aussi être maintenus en tout temps.
- .4 Protéger, réacheminer ou maintenir les  
services actifs existants, au besoin. Lorsque  
des canalisations de services inactifs sont  
trouvées, il faut les obturer d'une manière  
approuvée par les autorités compétentes des  
services. Consigner l'emplacement des  
canalisations de service maintenues,  
réacheminées ou abandonnées.
- .5 L'enlèvement et la remise en place de la  
tuyauterie, des services, des poteaux, etc.  
(conformément aux exigences des fournisseurs  
de service ou du maître de l'ouvrage) seront  
considérés comme faisant partie intégrante des  
travaux.
-

- 1.12 Condition de mise en oeuvre
- .1 La coupe et les détails existants illustrés sur les dessins sont fournis seulement à titre d'information générale; les détails de construction ainsi que la configuration, les dimensions et les niveaux réels peuvent être différents.
  - .2 L'Entrepreneur doit effectuer sa propre évaluation des détails de construction réels et des difficultés à exécuter les travaux selon les prescriptions.
- 1.13 Condition du sol existant
- .1 Les résultats de plusieurs études géotechniques peuvent être consultés pour examen, aux locaux de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 1045, rue Main, 4e étage, bureau 100, Moncton (N.-B.), aux heures d'ouverture suivantes : de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h, du lundi au vendredi.
  - .2 Tout renseignement relatif aux sols et tous les registres des puits de forage sont fournis par le Représentant du Ministère seulement à titre d'information générale. Les descriptions des puits de forage figurant dans les registres représentent seulement une description de l'état des endroits décrits pour les puits de forage eux-mêmes.
  - .3 L'Entrepreneur doit effectuer sa propre évaluation de l'état du sol.
- 1.14 DÉNEIGEMENT ET DÉGLAÇAGE
- .1 Assumer l'entière responsabilité du déneigement et du déglacage requis pour accéder au chantier de construction, au quai et aux aires d'entreposage.
- 1.15 SERVICES PUBLICS SUR LE CHANTIER
- .1 Fournir les installations sanitaires, l'eau douce et l'alimentation électrique conformément aux ordonnances et règlements pertinents. L'Entrepreneur doit prendre ses propres arrangements pour les services et en assumer les coûts.
-

---

TPSGC	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES	Section 01 10 10
Reconstruction de quai		Page 7
403		
Miscou, NB		
R.073265.001		04-28-2015

---

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- |                                       |    |  |
|---------------------------------------|----|--|
| <u>1.1 DOCUMENTS A<br/>SOUMETTRE</u>  | .1 | Dès l'attribution du contrat et avant le commencement des travaux, soumettre au Représentant du Ministère les documents ci-dessous portant sur la gestion des travaux :<br>.1 Calendrier des travaux selon les prescriptions de la présente section.<br>.2 Calendrier de soumission des dessins d'atelier selon les prescriptions de la Section 01 33 00.<br>.3 Plan de santé et de sécurité selon les prescriptions de la Section 01 35 28.<br>.4 Procédures de travail à chaud selon les prescriptions de la Section 01 35 24.<br>.5 Procédures de cadenassage selon les prescriptions de la Section 01 35 25. |
| <u>1.2 CALENDRIER DES<br/>TRAVAUX</u> | .1 | L'Entrepreneur doit coordonner ses travaux en fonction des directives des autorités portuaires.  |
|                                       | .2 | Sur acceptation de la soumission, soumettre :<br>.1 Un calendrier détaillé des travaux dans les sept (7) jours civils suivant l'attribution du contrat.  |
|                                       | .3 | Le calendrier doit indiquer toutes les dates entre le commencement et l'achèvement de tous les travaux dans le délai stipulé dans la soumission acceptée.  |
|                                       | .4 | Fournir suffisamment de détails dans le calendrier pour montrer clairement le plan de mise en oeuvre au complet, dans lequel doit être démontrée la coordination efficace des tâches et des ressources, pour achever l'exécution des travaux selon le délai prescrit et pour permettre une surveillance efficace de l'avancement des travaux en fonction des jalons établis.   |
|                                       | .5 | Le calendrier des travaux doit comprendre au moins les éléments suivants :<br>.1 Diagrammes à barres (GANTT), indiquant toutes les activités, tâches et autres éléments du projet associés aux travaux, leur durée prévue et les dates projetées pour  |
-



- 1.2 CALENDRIER DES TRAVAUX  
(Suite)
- .5 (Suite)
- .1 (Suite)
- accomplir les activités clés et les principaux jalons du projet.
- .6 Le calendrier des travaux doit tenir compte des phases des travaux et les refléter ainsi que les restrictions opérationnelles selon les indications des dessins.
- .7 Déterminer l'ordonnancement des travaux de concert avec le représentant du ministère . Intégrer au calendrier des travaux les articles identifiés par le représentant ministère du lors de l'examen.
- .8 Le calendrier des travaux définitif doit être approuvé par le représentant du ministère. Une fois approuvé, prendre les mesures nécessaires pour achever les travaux dans les délais prévus. Ne pas modifier le calendrier des travaux sans l'approbation du représentant du ministère.
- .9 S'assurer que tous les corps d'état du second-oeuvre et tous les sous-traitants ont été informés des restrictions relatives aux travaux et des restrictions opérationnelles prescrites.
- .10 Mises à jour du calendrier des travaux :
- .1 Sur demande du représentant du ministère, soumettre le calendrier mis à jour.
- .2 Fournir les renseignements et les détails pertinents expliquant les raisons des modifications à apporter au plan de mise en oeuvre.
- .3 Identifier les secteurs problématiques, les délais prévus, l'impact sur le calendrier des travaux et les mesures correctrices proposées à prendre.
- .11 Le représentant du ministère fera des analyses provisoires et évaluera l'avancement des travaux en fonction du calendrier approuvé. La fréquence de ces analyses sera déterminée par le représentant du ministère. Traiter les problèmes et prendre les mesures correctrices pour les articles identifiés dans le cadre des analyses, selon les directives du représentant du ministère. Mettre le calendrier des travaux à jour en conséquence.
-

- 1.2 CALENDRIER DES TRAVAUX  
(Suite)
- .12 Dans chaque cas, un changement ou une modification du calendrier des travaux, aussi minimales que puissent être le risque ou les répercussions sur la sécurité ou les inconvénients pour le public, doit faire l'objet d'une analyse et d'une approbation préalables du représentant du ministère.
- 1.3 RESTRICTIONS OPÉRATIONNELLES
- .1 L'Entrepreneur doit reconnaître que les utilisateurs et les activités du port seront touchés par la mise en oeuvre du présent contrat. Pendant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit accorder une attention particulière à la sécurité et à la convenance de tous les utilisateurs du quai. Toutes les activités de construction doivent être planifiées et prévues en gardant cela à l'esprit. L'Entrepreneur ne sera pas autorisé à déranger toute partie du port qui n'aura pas été dotée d'installations temporaires permettant de traverser, directement et en toute sécurité, les secteurs dérangés ou autrement affectés.
- .2 Maintien de l'accès à l'installation :
- .1 S'assurer que les entrées, les routes, les zones de chargement et les autres voies de circulation sont exemptes en tout temps de tout obstacle ou obstruction pour assurer un passage sécuritaire et continu aux utilisateurs de l'installation et au public, et ce, pendant toute la durée des travaux.
- 1.4 RÉUNIONS DE PROJET
- .1 Planifier et gérer les réunions de projet, tenues au moins toutes les deux semaines, pour la durée complète des travaux et plus souvent selon les directives du représentant du ministère si cela est jugé nécessaire en raison de l'avancement des travaux ou d'une raison particulière.
- .2 Préparer l'ordre du jour des réunions.
- .3 Aviser les participants quatre (4) jours ouvrables avant la date de la réunion.
- .1 S'assurer de la présence de tous les sous-traitants.
-

- 1.4 RÉUNIONS DE PROJET  
(Suite)
- .3 (Suite)  
.2 Le représentant du ministère fournira la liste des autres participants qui doivent être avisés.
- .4 Les réunions auront lieu sur le chantier ou à l'endroit approuvé par le représentant du ministère.
- 1.5 COORDINATION DES TRAVAUX
- .1 L'Entrepreneur général doit assumer la responsabilité de la coordination des travaux des divers corps de métier et déterminer d'avance où les travaux de ces corps de métier sont interreliés.  
.1 Il doit désigner une personne parmi ses employés ayant la responsabilité globale d'analyser les documents contractuels et les dessins d'atelier ainsi que de planifier et de gérer cette coordination.
- .2 Coopération dans l'exécution des travaux :  
.1 S'assurer de la coopération entre les corps de métier de façon à faciliter l'avancement général des travaux et d'éviter des situations où les corps de métier se gêneraient mutuellement.  
.2 S'assurer que chaque corps de métier offre aux autres corps de métier le temps raisonnable pour l'achèvement des travaux et agit de manière à éviter des retards inutiles, ou d'avoir besoin de défaire et de refaire des travaux achevés.
- .3 Aucun coût supplémentaire au contrat ne sera accepté par le représentant du ministère parce que l'Entrepreneur n'aura pas coordonné efficacement toutes les parties des travaux. Les litiges entre les divers corps de métier découlant du manque d'information concernant les zones d'interaction des travaux et de l'ampleur de celles-ci, restera l'entière responsabilité de l'Entrepreneur général, qui devra les résoudre à ses propres frais.
- 1.6 AUTRES CONTRATS
- .1 D'autres contrats peuvent être passés pendant la période où le présent contrat est en cours.
- .2 Coopérer avec les autres entrepreneurs dans l'exécution de leurs travaux respectifs et se

- 1.6 AUTRES CONTRATS .2 (Suite)  
(Suite) conformer à toutes les directives du  
représentant du ministère à cet effet.
- .3 Se raccorder comme il se doit aux ouvrages  
des autres entrepreneurs et coordonner les  
travaux avec les leurs.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- |   |    |   |
|---|----|---|
| <u>1.1 SECTIONS<br/>CONNEXES</u>  | .1 | Section 01 78 00 - Documents/éléments à remettre à l'achèvement des travaux.  |
| <u>1.2 EXIGENCES<br/>GÉNÉRALES<br/>CONCERNANT LES<br/>DOCUMENTS ET<br/>ÉCHANTILLONS A<br/>SOUMETTRE</u> | .1 | Soumettre les documents et les échantillons requis au représentant du ministère aux fins d'examen; ces documents, prescrits dans diverses sections du devis, comprennent les dessins d'atelier, les échantillons, les permis, les certificats de conformité, les rapports d'essai, les plans de gestion des travaux et les autres données exigées dans le cadre des travaux.                    |
|   | .2 | Soumettre les documents et les échantillons dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de pas retarder l'exécution des travaux et pour laisser suffisamment de temps au représentant du ministère pour qu'il puisse les examiner. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux.         |
|   | .3 | Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que la vérification de l'ensemble des pièces soumises ne soit complètement terminée.  |
|   | .4 | Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques.   |
|   | .5 | Examiner les documents et les échantillons avant de les remettre au représentant du ministère. Par cette vérification préalable, l'Entrepreneur confirme que les exigences applicables aux travaux ont été ou seront déterminées et vérifiées, et que chacun des documents et des échantillons soumis a été examiné et trouvé conforme aux exigences des travaux et des documents contractuels. |
|   | .6 | S'assurer de l'exactitude des mesures prises sur place par rapport aux ouvrages adjacents touchés par les travaux.  |

1.2 EXIGENCES  
GÉNÉRALES  
CONCERNANT LES  
DOCUMENTS ET  
ÉCHANTILLONS A  
SOUMETTRE  
(Suite)

- .7 Signaler par écrit au représentant du ministère, au moment de la présentation des documents et des échantillons, les écarts par rapport aux exigences des documents contractuels et les raisons de ces écarts.
- .8 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le représentant du ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces complètes, exactes et conformes aux exigences des documents contractuels.
- .9 Apporter aux documents et aux échantillons les révisions ou les changements qui sont demandés par le représentant du ministère, en conformité avec les exigences des documents contractuels. Au moment de soumettre les documents et les échantillons de nouveau, aviser le représentant du ministère par écrit des modifications qui ont été apportées en sus de celles exigées.
- .10 Conserver sur le chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis pendant toute la durée des travaux.

1.3 DESSINS  
D'ATELIER ET FICHES  
TECHNIQUES

- .1 L'expression « dessins d'atelier » désigne les dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de rendement ou de performance, fiches techniques, dépliants et autre documentation que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.
- .2 Calendrier de soumission des dessins d'atelier :
  - .1 Soumettre, dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat et dans un format acceptable au représentant du ministère, un calendrier de soumission présentant une liste de tous les dessins d'atelier à soumettre pour le projet, selon les prescriptions des diverses sections du devis.
  - .2 Le calendrier doit indiquer la date de soumission proposée pour chaque élément, l'état de l'examen et la date prévue de livraison du produit au chantier. Assurer un suivi de toutes les soumissions pour l'ensemble du projet.

1.3 DESSINS  
D'ATELIER ET FICHES  
TECHNIQUES  
(Suite)

- .2 (Suite)
  - .3 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, réviser le calendrier pour indiquer les éléments qui ont été examinés et finalisés et ceux qui ne le sont pas encore.
  - .4 Mettre à jour le calendrier aux dates prescrites ou à des intervalles prédéterminés du projet et qui ont été établis au début des travaux avec le représentant du ministère.
- .3 Nombre de dessins d'atelier: soumettre un nombre d'exemplaires suffisant exigé par l'Entrepreneur général et les sous-traitants, plus trois (3) exemplaires qui seront conservés par le représentant du ministère.
- .4 Format des dessins d'atelier :
  - .1 Diazocopies ou photocopies des dessins d'origine ou des dessins standard modifiés pour illustrer clairement les travaux particuliers aux exigences du projet. Dimensions maximales des feuilles : 1000 x 707 mm.
  - .2 Les fiches techniques du catalogue courant du fabricant, les dépliants, la documentation, les graphiques et diagrammes de rendement ou de performance utilisés pour illustrer les produits manufacturés standard doivent être la documentation d'origine pleine couleur, avec les données pertinentes clairement indiquées et l'information non pertinente supprimée.
  - .3 Les dessins illisibles, les photocopies et les télécopies ne sont pas acceptables et seront retournés sans être examinés.
- .5 Contenu des dessins d'atelier :
  - .1 Les dessins d'atelier doivent indiquer les matériaux à utiliser ainsi que les méthodes de construction, de fixation ou d'ancrage à employer, et ils doivent contenir les schémas de montage, les détails des raccordements, les notes explicatives pertinentes et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux. Lorsque des ouvrages ou des éléments sont reliés ou raccordés à d'autres ouvrages ou à d'autres éléments, indiquer sur les dessins qu'il y a eu coordination des prescriptions, quelle que soit la section aux termes de laquelle les ouvrages ou les éléments adjacents seront fournis et installés.

1.3 DESSINS  
D'ATELIER ET FICHES  
TECHNIQUES  
(Suite)

- .5 Contenu des dessins d'atelier :(Suite)
  - .2 Fournir de l'information additionnelle à la documentation et aux dessins standard du fabricant pour ajouter des détails pertinents au projet.
  - .3 Supprimer l'information non pertinente au projet de tous les documents et échantillons à soumettre.
- .6 Laisser quatorze (14) jours civils au représentant du ministère pour examiner chaque lot de documents soumis.
- .7 Les modifications ou les corrections apportées aux dessins d'atelier par le représentant du ministère ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, en aviser le représentant du ministère par écrit avant d'entreprendre les travaux.
- .8 Lorsque les dessins d'atelier ont été vérifiés par le représentant du ministère et qu'aucune erreur ni omission n'a été décelée ou qu'ils ne contiennent que des corrections mineures, les dessins d'atelier sont retournés et les travaux de façonnage et d'installation peuvent alors être entrepris. Si les dessins d'atelier sont rejetés, la ou les copies annotées sont retournées et les dessins d'atelier corrigés doivent de nouveau être soumis selon les indications précitées avant que les travaux de façonnage et d'installation puissent être entrepris.
- .9 Prendre conscience que les coûts et les dépenses encourus par le représentant du ministère dans l'éventualité qu'il doive effectuer plus d'un examen des dessins d'atelier soumis et incorrectement préparés pour un matériau, un matériel ou un élément d'ouvrage particulier peuvent être transférés à l'Entrepreneur sous la forme de retenues monétaires au contrat.
- .10 Les documents soumis doivent être accompagnés d'une lettre d'envoi contenant les renseignements suivants :
  - .1 la date;
  - .2 la désignation et le numéro du projet;
  - .3 le nom et l'adresse de l'Entrepreneur;



04-28-2015

1.3 DESSINS  
D'ATELIER ET FICHES  
TECHNIQUES  
(Suite)

- .10 (Suite)
  - .4 la désignation de chaque dessin, fiche technique et échantillon ainsi que le nombre soumis;
  - .5 toute autre donnée pertinente.
- .11 Les documents soumis doivent porter ou indiquer ce qui suit :
  - .1 la date de préparation et les dates de révision;
  - .2 la désignation et le numéro du projet;
  - .3 le nom et l'adresse des personnes suivantes :
    - .1 le sous-traitant;
    - .2 le fournisseur;
    - .3 le fabricant;
  - .4 l'estampille de l'Entrepreneur, signée par le représentant autorisé de ce dernier, certifiant que les documents soumis sont approuvés, que les mesures prises sur place ont été vérifiées et que l'ensemble est conforme aux exigences des documents contractuels;
  - .5 les renvois à des détails particuliers des dessins contractuels et à des numéros de section du devis que la soumission des dessins d'atelier aborde;
  - .6 les détails pertinents visant les portions de travaux concernées :
    - .1 les matériaux et les détails de fabrication;
    - .2 la disposition ou la configuration, avec les dimensions, y compris celles prises sur place, ainsi que les jeux et les dégagements;
    - .3 les détails concernant le montage ou le réglage;
    - .4 les caractéristiques telles la puissance, le débit ou la contenance;
    - .5 les caractéristiques de performance;
    - .6 les normes de référence;
    - .7 les liens avec les ouvrages adjacents.
- .12 Distribuer des exemplaires des dessins d'atelier et des fiches techniques une fois que le représentant du ministère en a terminé la vérification.
- .13 L'examen des dessins d'atelier par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGS) ou par son Expert-conseil autorisé

1.3 DESSINS .13 (Suite)  
D'ATELIER ET FICHES  
TECHNIQUES  
(Suite)

visé uniquement à vérifier la conformité au concept général des données indiquées sur ces derniers. Cet examen ne signifie pas que le Ministère approuve l'avant-projet détaillé présenté dans les dessins d'atelier, responsabilité qui incombe à l'Entrepreneur qui les soumet, et ne dégage pas non plus ce dernier de l'obligation de transmettre des dessins d'atelier complets et exacts, et de se conformer à toutes les exigences des travaux et des documents contractuels. Sans que la portée générale de ce qui précède en soit restreinte, il importe de préciser que l'Entrepreneur est responsable de l'exactitude des dimensions confirmées sur place, de la fourniture des renseignements visant les méthodes de façonnage ou les techniques de construction et d'installation et de la coordination des travaux exécutés par tous les corps des métiers.

1.4 ÉCHANTILLONS DE .1  
PRODUITS

.2 Soumettre des échantillons de produits aux fins d'examen, selon les prescriptions des sections techniques du devis. Étiqueter les échantillons en indiquant leur origine et leur destination prévue.

.3 Expédier les échantillons au bureau du représentant du ministère ou à une autre adresse, selon les directives. Ne pas déposer les échantillons au chantier de construction sans approbation préalable.

.3 Les échantillons examinés et approuvés deviendront la norme de référence à partir de laquelle la qualité des matériaux et la qualité d'exécution des ouvrages finis et installés seront évaluées.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- |  |    |   |
|--|----|---|
| <u>1.1 CONTENU DE LA SECTION</u>                 | .1 | Dispositifs de signalisation et d'avertissement.  |
|  | .2 | Protection et régulation de la circulation publique.  |
|  | .3 | Restrictions à la circulation.  |
| <u>1.2 RÉFÉRENCES</u>                            | .1 | Uniform Traffic Control Devices for Canada, (UTCD) (distribué par l'Association des transports du Canada).  |
|  | .2 | Manual of Uniform Traffic Control Devices for Streets and Highways, US FHWA, Part IV.   |
| <u>1.3 PROTECTION DE LA CIRCULATION PUBLIQUE</u> | .1 | Se conformer aux exigences des lois, des règlements et des ordonnances en vigueur régissant la circulation et l'utilisation des chaussées sur lesquelles il est nécessaire d'effectuer des travaux ou de transporter des matériaux et du matériel.  |
|  | .2 | Lorsque des travaux sont effectués sur une chaussée en service, effectuer ce qui suit.<br>.1 Disposer le matériel de manière à causer le minimum d'inconvénients et de risques aux usagers de la chaussée et du port.<br>.2 Regrouper le matériel le plus possible, de préférence du même côté de la chaussée.<br>.3 Ne pas laisser de matériel sur la chaussée durant la nuit. |
|  | .3 | Construire une voie d'accès au terrain bordant le chantier, et à toute autre zone indiquée, sauf s'il existe d'autres voies d'accès autorisées par le Représentant du Ministère, et en assurer l'entretien.   |
-

1.4 DISPOSITIFS  
D'INFORMATION ET  
D'AVERTISSEMENT

- .1 Fournir et installer des signaux, des feux clignotants et d'autres dispositifs du même genre destinés à indiquer la présence d'une zone de construction ou de toute autre situation temporaire découlant de la réalisation des travaux et nécessitant une réaction ou un réflexe de la part de l'utilisateur de la route, et en assurer l'entretien.
- .2 Fournir et installer des signaux, des délinéateurs, des barrières et autres dispositifs d'avertissement, conformément aux prescriptions énoncées dans la partie D du Manual of UTCD.
- .3 Placer les signaux et les autres dispositifs aux endroits recommandés dans le Manual of UTCD.
- .4 Avant le début des travaux, consulter le Représentant du Ministère afin de dresser avec lui une liste des signaux et des autres dispositifs nécessaires pour les travaux. Si la situation sur le chantier change, réviser la liste à la satisfaction du Représentant du Ministère.
- .5 Entretien tous les dispositifs de signalisation, c'est-à-dire :
  - .1 vérifier les signaux tous les jours afin de s'assurer qu'ils sont lisibles, en bon état, au bon endroit et qu'ils répondent aux besoins; nettoyer, réparer ou, selon le cas, remplacer les signaux afin d'en maintenir la clarté et la réflectance;
  - .2 enlever ou couvrir les signaux qui ne s'appliquent pas aux situations existantes, ces situations pouvant varier d'une journée à l'autre.

1.5 RÉGULATION DE  
LA CIRCULATION  
PUBLIQUE

- .1 Dans les situations ci-après, assurer sur les lieux les services de signaleurs compétents dont la formation et le matériel sont conformes aux prescriptions du Manual of UTCD :
    - .1 lorsque la circulation publique doit contourner des véhicules ou du matériel qui bloquent la chaussée, en totalité ou en partie;
    - .2 dans tous les cas où les autres dispositifs de signalisation n'assurent pas
-

1.5	RÉGULATION DE	.1	(Suite)
	LA CIRCULATION	.2	(Suite)
	PUBLIQUE		une protection complète des ouvriers, de
	(Suite)		l'équipement et de la circulation publique.

---

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- |                                  |    |  |
|----------------------------------|----|--|
| <u>1.1 CONTENU DE LA SECTION</u> | .1 | Les exigences en matière de sécurité incendie.   |
|                                  | .2 | Les exigences concernant le permis de travail à chaud.   |
| <u>1.2 TRAVAUX CONNEXES</u>      | .1 | Section 01 35 28 - Santé et sécurité.  |
| <u>1.3 RÉFÉRENCES</u>            | .1 | Les normes de protection incendie suivantes établies par les Services de protection contre les incendies de Ressources humaines et Développement des compétences Canada :<br>.1 Norme du Commissaire des incendies du Canada (CI) no. 301-(08.2011) Norme pour travaux de construction.<br>.2 Norme du CI no. 302-(08.2011) Norme pour soudage et découpage.<br>.3 Les normes du CI peuvent être consultées au bureau régional des Services de protection contre les incendies (anciennement connu sous le nom du Commissariat des incendies du Canada), situé au 99, chemin Wyse, 8e étage, Dartmouth (N.-É.), tél. : 902-426-6053. |
| <u>1.4 DÉFINITIONS</u>           | .1 | L'expression «travail à chaud» désigne:<br>.1 les travaux de soudage;<br>.2 la découpe de matériaux ou de matériels au moyen d'un chalumeau ou de tout autre dispositif comportant une flamme nue;<br>.3 le meulage de matériaux à l'aide d'un équipement qui produit des étincelles;<br>.4 l'utilisation de chalumeaux à flamme nue.  |
| <u>1.5 DOCUMENTS A SOUMETTRE</u> | .1 | Soumettre au représentant du ministère, aux fins d'examen, un exemplaire des procédures de travail à chaud et un exemplaire du permis de travail à chaud, au plus tard quatorze (14) jours civils après l'attribution du contrat.  |
-

1.6 EXIGENCES DE  
SÉCURITÉ INCENDIE

- .1 Mettre en oeuvre les mesures de sécurité incendie ci-après et s'assurer qu'elles sont observées durant les travaux. Se conformer aux normes et aux exigences suivantes:
  - .1 Code national de prévention des incendies.
  - .2 Normes du Commissaire des incendies du Canada (CI) n° 301 et n° 302.
  - .3 Lois et règlements fédéraux et provinciaux sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 En cas de divergence entre les dispositions des autorités susmentionnées, la disposition la plus stricte s'appliquera. En cas de mésentente sur la détermination de cette dernière, le représentant du ministère tranchera.

1.7 AUTORISATION DE  
TRAVAUX A CHAUD

- .1 Obtenir une autorisation écrite du représentant du ministère avant de commencer un travail à chaud sur le chantier dans le cadre du présent contrat.
- .2 Pour demander une autorisation de travail à chaud, soumettre les documents/éléments suivants au représentant du ministère:
  - .1 les procédures de travail à chaud dactylographiées, qui doivent être respectées sur le chantier, énoncées ci-après;
  - .2 le type de travail à exécuter et la fréquence des interventions de ce genre;
  - .3 un exemplaire du permis de travaux à chaud à utiliser.
- .3 Une fois qu'on lui aura confirmé que des mesures de sécurité efficaces seront mises en place pour le travail à chaud, le représentant du ministère accordera l'autorisation de commencer le travail.
  - .1 Le représentant du ministère ne délivrera qu'une seule autorisation écrite pour toute la durée des travaux.
  - .2 Au préalable, le représentant du ministère pourra désigner certaines portions des travaux comme « entités distinctes », lesquelles nécessiteront chacune une autorisation distincte.

1.7 AUTORISATION DE .4  
TRAVAUX A CHAUD  
(Suite)

Les exigences pour les autorisations distinctes seront fondées sur les éléments suivants :

- .1 la nature ou le lot des travaux;
- .2 le risque pour l'exploitation de l'installation;
- .3 le nombre des divers corps de métier qui doivent effectuer des travaux à chaud dans le cadre du projet;
- .4 toute autre situation jugée nécessaire par le représentant du ministère pour assurer la sécurité incendie sur les lieux.

- .5 Il est interdit de commencer un travail à chaud avant d'en avoir reçu l'autorisation écrite du représentant du ministère.

1.8 PROCÉDURES DE .1  
TRAVAIL A CHAUD

Élaborer des procédures de travail à chaud, lesquelles devront être observées lorsque de tels travaux sont requis dans le cadre du présent contrat.

- .2 Les procédures de travail à chaud doivent comprendre ce qui suit:
  - .1 Une obligation d'évaluation des risques du chantier ou du voisinage immédiat du lieu de travail, conformément au Plan de santé et de sécurité décrit à la Section 01 35 28. Faire une évaluation des risques pour chaque travail à chaud.
  - .2 L'utilisation d'un permis de travail à chaud avec un permis écrit individuellement délivré par le surintendant de l'Entrepreneur à un travailleur ou à un sous-traitant particulier autorisant l'exécution d'un travail à chaud.
  - .3 Un permis est nécessaire pour chaque activité de travail à chaud.
  - .4 La désignation d'un gardien de sécurité incendie pour veiller sur place à la sécurité de l'activité, pendant au moins 60 minutes, immédiatement après l'achèvement du travail à chaud.
  - .5 La conformité aux normes et aux codes de sécurité incendie et à la réglementation en matière de santé et sécurité au travail qui sont prescrits dans le présent devis.
- .3 Si on utilise des procédures générales de travail à chaud, celles-ci doivent être modifiées, augmentées des informations



1.8 PROCÉDURES DE  
TRAVAIL A CHAUD  
(Suite)

- .3 (Suite)  
pertinentes et adaptées afin de tenir compte des conditions particulières au chantier. Ces procédures devront être désignées procédures de travail à chaud applicables au présent contrat.
- .4 Les procédures de travail à chaud doivent énoncer clairement les responsabilités :
  - .1 des travailleurs;
  - .2 de la personne autorisée à délivrer un permis de travail à chaud;
  - .3 du gardien de sécurité incendie;
  - .4 des sous-traitants et de l'Entrepreneur.
- .5 Breffer tous les travailleurs et les sous-traitants du système de procédures et de permis de travail à chaud. Faire observer rigoureusement ces procédures.
- .6 Le non-respect des procédures de travail à chaud établies peut entraîner l'émission d'un avis de non-conformité, lequel avis peut être accompagné des mesures disciplinaires mentionnées à la Section 01 35 28.

1.9 PERMIS DE  
TRAVAIL A CHAUD

- .1 Le permis de travail à chaud doit contenir les informations suivantes:
  - .1 le nom et le numéro du projet;
  - .2 le secteur où le travail à chaud sera effectué;
  - .3 la date à laquelle le permis a été délivré;
  - .4 une description du travail à exécuter;
  - .5 les précautions particulières à prendre, y compris le type d'extincteur d'incendie à garder sur place;
  - .6 le nom et la signature de la personne autorisée à délivrer le permis;
  - .7 le nom des travailleurs visés par le permis;
  - .8 la durée de validité du permis au plus huit (8) heures, avec indication de la date et de l'heure du début et de la fin de la validité;
  - .9 la signature du travailleur avec la date et l'heure de la fin du travail à chaud;
  - .10 la période durant laquelle un gardien de sécurité incendie devra être en poste;
  - .11 le nom et la signature du gardien de sécurité incendie, avec la date et l'heure.

1.9 PERMIS DE  
TRAVAIL A CHAUD  
(Suite)

- .2 Le permis doit être un formulaire dactylographié. On pourra utiliser des formulaires standard employés dans l'industrie, pourvu que toutes les rubriques ci-dessus y figurent.
- .3 Chaque permis de travail à chaud doit être rempli complètement et signé, puis remis au surintendant de l'Entrepreneur, qui le gardera en lieu sûr sur le chantier.

1.10 DOCUMENTS A  
CONSERVER SUR LE  
CHANTIER

- .1 Conserver sur le chantier tous les permis de travail à chaud délivrés ainsi que les documents relatifs à l'évaluation des risques pour la durée des travaux.
- .2 Sur demande, mettre les permis de travail à chaud ainsi que les évaluations des risques à la disposition du représentant du ministère ou du représentant de sécurité autorisé pour qu'ils puissent les examiner.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- |                                  |    |   |
|----------------------------------|----|---|
| <u>1.1 CONTENU DE LA SECTION</u> | .1 | Procédures concernant l'isolement et le cadenassage d'une installation électrique ou de tout autre équipement afin de les séparer de leur source d'énergie.   |
| <u>1.2 SECTIONS CONNEXES</u>     | .1 | Section 01 35 28 - Santé et Sécurité.   |
| <u>1.3 RÉFÉRENCES</u>            | .1 | CSA C22.1-2012 - Code canadien de l'électricité, Première partie, Norme de sécurité relative aux installations électriques.   |
|                                  | .2 | CSA C22.3, n° 1-2010 - Réseaux aériens.   |
|                                  | .3 | CSA C22.3, n° 7-2010 - Réseaux souterrains.   |
|                                  | .4 | RCSST, Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail, établi en vertu de la Partie II du Code canadien du travail.  |
| <u>1.4 DÉFINITIONS</u>           | .1 | Installation électrique : système, matériel, dispositif, appareil, câblage, conducteur, ensemble ou composant d'un ensemble assurant la production, le transport, la distribution, la transformation, le stockage, la commande, le contrôle, la régulation, la mesure ou l'utilisation de l'énergie électrique, et dont les caractéristiques d'intensité (ampères) et de tension (volts) présentent un danger pour les personnes. |
|                                  | .2 | Attestation (garantie) d'isolement : attestation produite par une personne compétente exerçant un contrôle ou une surveillance, qu'une installation ou que du matériel particulier est isolé.   |
|                                  | .3 | Hors tension : du point de vue de l'électricité, état de matériel isolé et mis à la terre; si ce matériel n'est pas relié à la terre, il ne peut être considéré hors tension.   |
-

1.4 DÉFINITIONS  
(Suite)

- .4 Gardé(e) : état d'une installation, d'un équipement couvert, blindé, clôturé, sous enveloppe, inaccessible ou autrement protégé pour prévenir ou réduire, dans la mesure du possible, les risques pour les personnes susceptibles d'être en contact avec cet élément ou dans son voisinage immédiat.
- .5 Isolé(e) : état d'une machine, d'une installation électrique ou de matériel mécanique qui est séparé ou déconnecté de toute source d'énergie électrique, mécanique, hydraulique, pneumatique ou de toute autre forme d'énergie susceptible de le rendre dangereux pour les personnes.
- .6 Sous tension/actif/active : état d'une installation électrique qui produit, contient ou accumule une énergie électrique sous la forme d'un courant alternatif ou continu dont les caractéristiques d'intensité (ampères) et de tension (volts) présentent un danger pour les personnes, ou qui renferme une énergie hydraulique, pneumatique ou toute autre forme d'énergie susceptible de la rendre dangereuse pour les personnes.

1.5 EXIGENCES DE  
CONFORMITÉ

- .1 Effectuer l'isolement et le cadenassage du matériel et des installations électriques conformément à ce qui suit:
  - .1 au Code canadien de l'électricité;
  - .2 aux lois et règlements fédéraux et provinciaux en matière de santé et de sécurité au travail;
  - .3 aux règlements et aux codes de pratique visant le matériel mécanique ou toute autre machinerie à mettre hors tension;
  - .4 aux procédures prescrites dans la présente section.
- .2 En cas de conflit entre les dispositions des autorités susmentionnées, la disposition la plus stricte s'appliquera. En cas de mésentente sur la détermination de cette dernière, le représentant du ministère tranchera.

1.6 DOCUMENTS/  
ÉCHANTILLONS A  
SOUMETTRE

- .1 Soumettre au représentant du ministère, aux fins d'examen, un exemplaire des procédures de cadenassage proposées ainsi qu'un échantillon du permis ou des étiquettes d'avertissement dans les quatorze (14) jours civils suivant l'adjudication du contrat.

1.7 ISOLEMENT DES  
RÉSEAUX EXISTANTS

- .1 Obtenir l'autorisation écrite du représentant du ministère avant d'effectuer des travaux sur une installation électrique et du matériel actif ou sous tension avant d'isoler du matériel ou l'installation.
- .2 Pour demander une autorisation de travaux sous tension, soumettre au représentant du ministère:
  - .1 une demande écrite d'isolement de l'installation ou du réseau particulier;
  - .2 un exemplaire des procédures de cadenassage proposées par l'Entrepreneur.
- .3 Sauf indication contraire du représentant du ministère, suivre la procédure ci-après pour faire une demande d'isolement, pour chaque opération:
  - .1 présenter une demande par écrit en précisant:
    - .1 le nom ou la désignation du matériel, du système ou du réseau à isoler, y compris son emplacement;
    - .2 la durée de l'isolement, en indiquant la date et l'heure du début et de la fin de l'isolement;
    - .3 la tension du courant du matériel ou du système à isoler;
    - .4 le nom de la personne qui fait la demande.
- .4 Ne pas commencer l'isolement avant d'avoir reçu l'avis écrit du représentant du ministère approuvant la demande d'isolement et accordant l'autorisation de procéder à l'isolement.
- .5 Arrêter de manière sécuritaire et ordonnée l'installation ou le matériel; mettre hors tension et isoler l'alimentation électrique et les autres sources d'énergie, puis cadenasser le matériel ou l'installation.
- .6 Déterminer le plus longtemps à l'avance possible, en collaboration avec le

1.7 ISOLEMENT DES  
RÉSEAUX EXISTANTS  
(Suite)

- .6 (Suite)  
représentant du ministère, le type et la fréquence des situations pour lesquelles une demande d'isolement devra être présentée.
- .7 Planifier et organiser l'arrêt des réseaux existants en consultation avec le représentant du ministère. Réduire au minimum le temps d'arrêt des opérations et les répercussions de l'isolement sur ces dernières. Observer les directives du représentant du ministère à cet égard.
- .8 Effectuer une évaluation des risques dans le cadre du processus conformément aux exigences de santé et de sécurité énoncées à la Section 01 35 28.

1.8 CADENASSAGE

- .1 Mettre hors tension, isoler et cadenasser l'installation électrique, le matériel mécanique et la machinerie et les isoler de toutes leurs sources d'énergie possibles, avant d'y effectuer des travaux.
- .2 Élaborer et mettre en oeuvre des procédures de cadenassage claires et spécifiques, lesquelles devront être observées dans le cadre des présents travaux.
- .3 Rédiger des procédures de cadenassage dactylographiées décrivant les méthodes et les pratiques de travail sécuritaire, les responsabilités des travailleurs ainsi que la séquence des activités à laquelle ceux-ci doivent se conformer sur le chantier pour isoler de façon sécuritaire une installation ou du matériel électrique actif, et pour cadenasser et étiqueter leurs sources d'énergie.
- .4 Inclure, comme partie intégrante des procédures de cadenassage, un système de permis de cadenassage géré par le surintendant de l'Entrepreneur ou par une autre personne compétente désignée par lui comme responsable sur le chantier.
  - .1 Un permis de cadenassage doit être délivré à un ouvrier en particulier, garantissant l'isolement avant chaque opération quand des travaux doivent être

1.8 CADENASSAGE .4  
(Suite)

(Suite)

.1 (Suite)

exécutés sur du matériel ou une installation électrique sous tension.

.2 La personne qui gère le système de permis doit s'acquitter des tâches suivantes :

.1 délivrer les permis et les étiquettes aux travailleurs;

.2 déterminer la durée du permis;

.3 consigner les permis et les étiquettes délivrés;

.4 faire une demande d'isolement auprès du représentant du ministère, au besoin, comme il est mentionné précédemment;

.5 désigner un surveillant de sécurité, au besoin, en fonction de la nature du travail;

.6 s'assurer que l'installation ou le matériel a été adéquatement isolé;

.7 réunir et conserver de manière sécuritaire les étiquettes retournées par les travailleurs, permettant ainsi de consigner le travail.

.5 Déterminer clairement, décrire et répartir les responsabilités des personnes suivantes :

.1 travailleurs;

.2 personne responsable de gérer le système de permis de cadenassage;

.3 surveillant de sécurité;

.4 sous-traitant(s) et Entrepreneur général.

.6 Si on utilise des procédures générales, celles-ci doivent être modifiées et augmentées des informations pertinentes afin de tenir compte des exigences particulières propres au chantier.

.1 Désigner distinctement ce document comme procédures de cadenassage applicables au présent contrat.

.7 Utiliser des dispositifs d'isolement de la source d'énergie appropriés et spécifiquement conçus pour le type d'installation ou du matériel à cadenasser.

.8 Utiliser des étiquettes d'avertissement standard employées dans l'industrie.

- |   |    |   |
|---|----|---|
| <u>1.8 CADENASSAGE<br/>(Suite)</u>                        | .9 | Installer une mise à la terre et des dispositifs de protection sécuritaires, selon le besoin.   |
| <u>1.9 CONFORMITÉ</u>                                     | .1 | Breffer des exigences de la présente section tous les travailleurs et sous-traitants et s'assurer qu'ils s'y conforment rigoureusement.   |
|   | .2 | La non-conformité des opérations de cadenassage avec les procédures prescrites dans la présente section peut entraîner l'émission d'un avis de non-conformité selon les prescriptions de la Section 01 35 28. |
| <u>1.10 DOCUMENTS A<br/>CONSERVER SUR LE<br/>CHANTIER</u> | .1 | Afficher les procédures de cadenassage sur le chantier, dans un endroit commun, à la vue des travailleurs.  |
|   | .2 | Conserver des exemplaires des demandes d'isolement, des permis de cadenassage et des étiquettes d'avertissement remis aux travailleurs. Cette exigence est valide pour toute la durée du projet.              |
|   | .3 | Sur demande, mettre ces documents à la disposition du représentant du ministère ou du représentant de sécurité autorisé, pour qu'ils puissent les examiner.   |



## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 DÉFINITIONS
- .1 RCSST : Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail, établi en vertu de la Partie II du Code canadien du travail.
  - .2 Personne compétente : s'entend de toute personne qui présente les qualités suivantes.
    - .1 Elle est qualifiée en matière de connaissances personnelles, de formation et d'expérience pour exécuter les travaux assignés de façon à assurer la santé et la sécurité des personnes sur les lieux de travail.
    - .2 Elle connaît les dispositions des statuts et règlements en matière de santé et sécurité qui s'appliquent aux travaux.
    - .3 Elle est au courant des dangers éventuels ou réels que pose le travail pour la santé et la sécurité.
  - .3 Blessure nécessitant des soins médicaux : toute blessure mineure ayant nécessité un traitement médical et dont le coût est payé par la commission des accidents du travail de la province où est survenue la blessure.
  - .4 ÉPI : équipement de protection individuel.
  - .5 Dans la présente section, il signifie les Chantier : aux endroits où ce terme apparaît zones, situées sur les lieux où les travaux sont exécutés, utilisées par l'Entrepreneur pour effectuer toutes les activités liées à l'exécution des travaux.
- 1.2 DOCUMENTS/  
ÉCHANTILLONS A  
SOUMETTRE
- .1 Produire les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00.
  - .2 Soumettre un plan de santé et sécurité propre au chantier avant de commencer les travaux.
    - .1 Soumettre le plan dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'avis d'acceptation de la soumission. Fournir deux(2) exemplaires.
    - .2 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et sécurité et le commentera.
    - .3 Réviser le plan au besoin et le soumettre à nouveau dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception des commentaires.

1.2 DOCUMENTS/  
ÉCHANTILLONS A  
SOUMETTRE  
(Suite)

- .2 (Suite)
  - .4 L'examen du plan par le Représentant du Ministère et ses commentaires à ce sujet ne doivent pas être interprétés comme une acceptation, une approbation ou une garantie implicite d'aucune sorte par le Canada, et ne réduisent pas la responsabilité générale de l'Entrepreneur quant à la santé et la sécurité sur le chantier.
  - .5 Soumettre les révisions et mises à jour apportées au plan pendant les travaux.
- .3 Fournir le nom du représentant de chantier en santé et sécurité désigné, ainsi que les documents justificatifs prescrits dans le plan de sécurité.
- .4 Soumettre le permis de construire, les certificats de conformité et les autres permis obtenus.
- .5 Remettre une copie de la lettre en bonne et due forme de la commission des accidents du travail ou du ministère du travail de la province.
  - .1 Remettre une mise à jour de la lettre en bonne et due forme lorsqu'une date d'expiration arrive pendant les travaux.
- .6 Remettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs en santé et sécurité des gouvernements fédéral, provincial et territorial.
- .7 Remettre des exemplaires des rapports d'incidents.
- .8 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT.

1.3 EXIGENCES DE  
CONFORMITÉ

- .1 Respecter la loi sur la santé et la sécurité au travail du Nouveau-Brunswick, et les règlements généraux établis en application de la loi.
- .2 Respecter la Partie II du Code canadien du travail (qui porte le titre Santé et sécurité au travail), le Règlement canadien sur la

1.3 EXIGENCES DE  
CONFORMITÉ  
(Suite)

- .2 (Suite)  
santé et la sécurité au travail (RCSST) et tout autre règlement pris en vertu de la loi.
- .1 On peut consulter le Code canadien du travail à l'adresse  
<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/L-2/>.
- .2 On peut consulter le RCSST à l'adresse  
<http://laws.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS86-304/>.
- .3 On peut obtenir un exemplaire à l'adresse suivante : Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0S9. Tél. : 819-956-4800 (1 800-635-7943). Publication no L31-85/2000 E ou F.
- .3 Observer les mesures de sécurité en construction indiquées dans les documents suivants.
- .1 La partie 8 du Code national du bâtiment du Canada.
- .2 Les règlements et ordonnances municipaux.
- .4 En cas de divergence ou de contradiction entre les exigences prescrites ci-dessus, les plus strictes prévaudront.
- .5 Souscrire et maintenir en vigueur une assurance contre les accidents du travail en règle pour toute la durée du contrat. Fournir une preuve de la cote de fiabilité au moyen de la lettre en bonne et due forme.
- .6 Surveillance médicale : Lorsque les lois ou règlements le prescrivent, obtenir et tenir la documentation sur la surveillance médicale des travailleurs.

1.4 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Respecter et faire respecter, par tous les travailleurs, sous-traitants et autres personnes ayant accès au chantier, les

1.4 RESPONSABILITÉ .2  
(Suite)

(Suite)  
exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, dans les ordonnances et les règlements locaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité propre au chantier.

1.5 CONTROLE DE  
L'ACCES AU CHANTIER .1

Contrôler les travaux et les oints d'accès au chantier. Ne laisser entrer que les travailleurs et les personnes autorisées.

Intercepter et renvoyer immédiatement les les noms des personnes à qui il a accordé l'accès au chantier. Il s'assurera en outre que ces personnes possèdent les connaissances et la formation requises en santé et sécurité nécessaires pour accéder au chantier. Toutefois, l'Entrepreneur demeure responsable de la santé et de la sécurité des personnes autorisées qui se trouvent sur le chantier.

- .2 A l'aide de moyens appropriés, délimiter le chantier et l'isoler des autres aires de la propriété.
  - .1 Selon les besoins, ériger des clôtures, des palissades, des barricades et des dispositifs d'éclairage pour délimiter clairement le chantier, empêcher l'accès non autorisé, protéger les piétons et les véhicules sur le chantier et autour, et assurer un environnement sans danger.
  - .2 Placer des écriteaux, aux points d'entrée et autres points stratégiques, qui indiquent un accès restreint et les conditions d'accès.
  - .3 Utiliser des écriteaux de fabrication professionnelle avec affichage dans les deux langues officielles ou symboles internationaux.
- .3 Fournir une séance préparatoire en sécurité aux personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé. Informer ces personnes des dangers et des règles de sécurité devant être respectées sur le chantier.
- .4 S'assurer que les personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé portent l'ÉPI adéquat. Fournir un tel équipement aux autorités

<u>L'ACCES AU CHANTIER</u> (Suite)	.4	(Suite) responsables de l'inspection qui exigent l'accès pour effectuer des essais ou des inspections.
	.5	Bloquer l'accès au chantier en dehors des heures de travail ou lorsqu'il est inoccupé, et de façon à protéger les personnes contre les blessures.
<u>1.6 PROTECTION</u>	.1	Accorder à la santé et à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.
	.2	Si une situation ou un risque particulier ou imprévu lié à la sécurité survient durant l'exécution des travaux, prendre immédiatement des mesures pour corriger la situation et prévenir des dommages ou blessures. En informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.
<u>1.7 PRODUCTION DE</u> <u>L'AVIS DE PROJET</u>	.1	Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales en matière de santé et sécurité pertinentes. .1 Au besoin, le Représentant du Ministère aidera à localiser l'adresse.
<u>1.8 PERMIS</u>	.1	Sur le chantier, afficher les permis, les licences et les certificats de conformité.
	.2	Lorsqu'on ne peut obtenir un certificat de conformité ou un permis particulier, en informer le Représentant du Ministère par écrit et ne pas entreprendre la partie applicable des travaux avant d'avoir obtenu l'approbation.
<u>1.9 ÉVALUATION DES</u> <u>RISQUES</u>	.1	Évaluer les risques en matière de santé et sécurité liés au chantier et à l'emplacement.
	.2	Effectuer l'évaluation initiale avant le début des travaux et, au besoin, d'autres évaluations au cours de ces travaux, y compris

1.9 ÉVALUATION DES RISQUES  
(Suite)

- .2 (Suite)  
à l'arrivée de nouveaux corps de métiers et sous-traitants au chantier.
- .3 Consigner les résultats et adapter le programme de santé et sécurité en conséquence.
- .4 Conserver la documentation sur place pour toute la durée des travaux.

1.10 CONDITIONS PROPRES AU PROJET/CHANTIER

- .1 Voici les risques potentiels en matière de santé, d'environnement et de sécurité auxquels les travailleurs peuvent être exposés à l'emplacement.
- .2 Produits dangereux et contrôlés existants,
  - .1 aucune identifiée.
- .3 Substances dangereuses ou matières contaminées existantes.
  - .1 aucune identifiée.
- .4 Conditions latentes et environnementales connues du chantier.
  - .1 travaux effectués près ou au-dessus de l'eau;
  - .2 travaux effectués par temps froid;
  - .3 accès du public au chantier;
  - .4 matériel lourd;
  - .5 travaux effectués avec des appareils d'éclairage;
  - .6 pertes de charge, chavirements.
- .5 Activités courantes à l'installation.
  - .1 aucune identifiée.
- .6 La liste ci-dessus n'est pas exhaustive; elle ne comprend pas tous les risques potentiels pour la santé et la sécurité auxquels l'Entrepreneur sera confronté durant l'exécution de ces travaux.
- .7 Inclure les éléments susmentionnés dans l'évaluation des risques liés aux travaux.
- .8 On peut obtenir, auprès du Représentant du Ministère, les FS des produits dangereux et contrôlés pertinents et entreposés à l'emplacement.

- 
- 1.11 RÉUNIONS
- .1 Assister à la réunion de santé et de sécurité préalable aux travaux, convoquée et tenue sous la présidence du Représentant du Ministère avant le début des travaux, à l'heure, à la date et à l'emplacement déterminés par le Représentant du Ministère. S'assurer de la présence des intervenants suivants.
    - .1 Le Contremaître.
    - .2 Le représentant en santé et sécurité désigné du chantier.
    - .3 Les sous-traitants.
  - .2 Pendant les travaux, tenir des réunions sur l'outillage et la sécurité à intervalles réguliers, conformément aux règlements sur la santé et la sécurité au travail.
  - .3 Garder les documents sur place.
- 1.12 PLAN DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ
- .1 Avant de commencer les travaux, rédiger un plan de santé et de sécurité propre aux travaux. Mettre en oeuvre, tenir à jour et améliorer le plan pendant toute la durée des travaux et jusqu'à l'achèvement des derniers travaux sur le chantier.
  - .2 Le plan de santé et de sécurité doit comprendre les éléments suivants.
    - .1 La liste des dangers et des risques pour la santé et la sécurité relevés dans le processus d'évaluation des risques.
    - .2 Les mesures de contrôle utilisées pour atténuer les dangers et risques relevés.
    - .3 Le plan d'intervention en cas d'urgence sur les lieux, indiqué ci-dessous.
    - .4 Le plan de communication sur les lieux, indiqué ci-dessous.
    - .5 Le nom du représentant en santé et sécurité du chantier désigné par l'Entrepreneur, l'information qui atteste sa compétence et son rapport hiérarchique au sein de l'entreprise de l'Entrepreneur.
    - .6 Les noms, les compétences et le rapport hiérarchique du reste du personnel de surveillance présent sur le chantier à des fins de santé et de sécurité au travail.
  - .3 Le plan d'intervention en cas d'urgence sur les lieux doit comprendre ce qui suit.
    - .1 Les procédures d'exploitation, les mesures d'évacuation et le processus de
-

1.12 PLAN DE SANTÉ .3  
ET DE SÉCURITÉ  
(Suite)

(Suite)

.1 (Suite)

communication en cas d'urgence doivent être mis en oeuvre.

.2 Le plan d'évacuation : plans de l'emplacement et des étages montrant les voies d'évacuation et les zones de rassemblement. Détails sur les méthodes de signalement d'alarme, les exercices d'incendie et l'emplacement du matériel de lutte contre l'incendie, et autres données connexes.

.3 Le nom, les tâches et les responsabilités des personnes désignées comme agent(s) de secours et adjoints.

.4 Les personnes-ressources avec qui communiquer en cas d'urgence : noms et numéros de téléphone des représentants des intervenants suivants.

.1 L'Entrepreneur général et les sous-traitants.

.2 Les ministères et autorités compétentes fédéraux et provinciaux qui s'appliquent.

.3 Les ressources d'intervention locales.

.5 Harmoniser le plan avec celui d'intervention en cas d'urgence et d'évacuation de l'installation. Le Représentant du Ministère fournira les données pertinentes, y compris les noms des personnes ressources de TPSGC et du service de gestion de l'installation.

.4 Le plan de communication sur les lieux doit comprendre ce qui suit.

.1 La marche à suivre pour transmettre l'information sur la sécurité au travail, y compris les mesures d'urgence et d'évacuation, aux travailleurs et aux sous-traitants.

.2 La liste des activités critiques, à communiquer au Gestionnaire de l'installation, qui risquent de causer préjudice à la santé et à la sécurité des usagers de l'installation.

.5 Veiller à toutes les activités liées aux travaux, y compris celles des sous-traitants.

.6 Examiner le plan de santé et de sécurité régulièrement pendant les travaux. Le mettre à jour lorsque les conditions présentent de nouveaux risques et dangers, par exemple l'arrivée d'un nouveau corps de métier ou sous-traitant au chantier.



1.12 PLAN DE SANTÉ .7  
ET DE SÉCURITÉ  
(Suite)

Le Représentant du Ministère transmettra ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations; il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.

- .8 Afficher une copie du plan et les mises à jour bien en vue sur le chantier.

1.13 SURVEILLANCE  
DE LA SÉCURITÉ .1

Faire appel à un représentant en santé et sécurité sur le chantier qui surveillera

quotidiennement les aspects de santé et chantier peut être le contremaître ou une autre personne désignée par l'entrepreneur, et aura la responsabilité et l'autorité de faire ce qui suit:

.1 Mettre en oeuvre, surveiller et faire respecter quotidiennement les exigences en matière de santé et sécurité au travail.

.2 Suivre de près et appliquer le plan de santé et de sécurité propre au site de l'Entrepreneur.

.3 Fournir une séance préparatoire en sécurité aux personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé.

.4 S'assurer que les personnes à qui l'accès à l'emplacement a été autorisé sont compétentes et bien formées en santé et sécurité relativement à leurs activités à cet emplacement, ou qu'elles sont escortées par une personne compétente lorsqu'elles sont sur le chantier.

.5 Interrompre les travaux si des motifs de santé et sécurité l'exigent.

- .3 Le représentant en santé et sécurité du chantier doit présenter les qualités suivantes.

.1 Être qualifié et compétent en santé et sécurité au travail.

.2 Posséder une expérience pratique sur un chantier où ont été menées des activités liées aux travaux.

.3 Être sur le chantier en permanence durant l'exécution des travaux.

- .4 Tout le personnel de surveillance affecté au chantier doit être compétent.

DE LA SÉCURITÉ  
(Suite)

- .5 Inspections
  - .1 Effectuer des inspections périodiques de la sécurité sur le chantier sur une base au moins bihebdomadaire. Consigner les déficiences et les mesures correctives prises.

1.14 FORMATION

- .1 Sur le chantier, employer seulement des travailleurs qualifiés, qui ont été bien formés en procédures et pratiques de santé et sécurité au travail pertinentes aux tâches qui leur sont assignées.
- .2 Tenir les dossiers des employés et les preuves de la formation reçue. Mettre ces données à la disposition du Représentant du Ministère, sur demande.
- .3 En présence de conditions ou de risques particuliers ou imprévus pouvant compromettre la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.15 RÈGLES DE  
SÉCURITÉ MINIMALES  
SUR LE CHANTIER

- .1 Malgré l'obligation de l'Entrepreneur de se conformer aux règlements des gouvernements fédéral et provincial sur la santé et la sécurité, s'assurer que les règles de sécurité minimales suivantes sont respectées par les personnes ayant accès au chantier.
  - .1 Porter l'ÉPI approprié pour les travaux ou tâches assignées, c'est-à-dire au moins un casque, des bottes ou chaussures de sécurité, des lunettes de sécurité et une protection pour les oreilles.
  - .2 Signaler sans délai toute condition non sécuritaire sur le chantier, quasi-accident, blessure et dommage survenu.
  - .3 Garder le chantier et les aires d'entreposage propres et exempts de facteurs de risques de blessures.
  - .4 Respecter les mises en garde des panneaux d'avertissement et des étiquettes de sécurité.

- |  |    |  |
|--|----|--|
| 1.15 RÈGLES DE<br>SÉCURITÉ MINIMALES<br>SUR LE CHANTIER<br>(Suite) | .2 | Informar les personnes des mesures disciplinaires à prendre en cas de non-respect. Afficher ces règles sur le chantier.  |
| 1.16 CORRECTIFS EN<br>CAS DE<br>NON-CONFORMITÉ                     | .1 | Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.   |
|  | .2 | Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger les situations de non-conformité en matière de santé et de sécurité.   |
|  | .3 | Le Représentant du Ministère ordonnera l'arrêt des travaux, si la situation de non-conformité n'est pas réglée rapidement.   |
| 1.17 DÉCLARATION<br>D'ACCIDENT                                     | .1 | Enquêter sur les incidents et les accidents suivants, et en faire rapport au Représentant du Ministère:<br>.1 Incidents qui nécessitent d'être signalés au ministère provincial de santé et sécurité au travail, à la commission des accidents du travail ou à un autre organisme de réglementation.<br>.2 Blessures nécessitant des soins médicaux.<br>.3 Dommages matériels s'élevant à plus de 10 000,00 \$.<br>.4 Interruptions aux activités de l'installation entraînant une perte dépassant 5000,00 \$ pour un ministère fédéral. |
|  | .2 | Soumettre un rapport écrit.  |
| 1.18 MATIÈRES<br>DANGEREUSES                                       | .1 | Se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).  |
|  | .2 | Conserver les fiches signalétiques (FS) de tous les produits qui y sont livrés.<br>.1 Les afficher sur le chantier.<br>.2 Remettre une copie au Représentant du Ministère.   |

- |   |    |  |
|---|----|--|
| <u>1.19 TRAVAUX DE DYNAMITAGE</u>               | .1 | L'abattage par explosifs ou l'utilisation d'autres explosifs n'est pas permis sur le chantier sans l'autorisation et les consignes préalables écrites du représentant du Ministère.  |
| <u>1.20 DISPOSITIFS A CARTOUCHES EXPLOSIVES</u> | .1 | Utiliser des outils de fixation à cartouches seulement après avoir obtenu une permission écrite du Représentant du Ministère à cet effet.  |
| <u>1.21 ESPACES CLOS</u>                        | .1 | Exécuter les travaux dans les espaces clos en respectant les règlements de santé et sécurité au travail.   |
| <u>1.22 DOSSIERS SUR LE CHANTIER</u>            | .1 | Conserver sur le chantier une copie de tous les rapports et de la documentation de santé et de sécurité à produire aux termes des présents travaux et reçus des autorités compétentes, et un exemplaire des documents prescrits dans le présent devis. |
|   | .2 | Sur demande, mettre ces documents à la disposition du Représentant du Ministère ou de l'agent de sécurité autorisé, pour qu'ils puissent les examiner.   |
| <u>1.23 AFFICHAGE DES DOCUMENTS</u>             | .1 | S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente.  |
|   | .2 | Afficher les autres documents prescrits dans le présent devis, y compris les suivants.<br>.1 Le plan de santé et de sécurité particulier au chantier.<br>.2 Les FS du SIMDUT.  |

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 RÉFÉRENCES

- .1 SIMDUT : Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail, Santé Canada.
- .2 Loi sur le transport des marchandises dangereuses, Transports Canada, date de mise à jour 2008-02-21.
- .3 Lignes directrices concernant l'utilisation d'explosifs à l'intérieur ou à proximité des eaux de pêches canadiennes, Pêches et Océans Canada, 1998.
- .4 LCOM : Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs, Environnement Canada, 1994.
- .5 Règlements de la Garde côtière canadienne, Pêches et Océans Canada.
- .6 Loi sur la marine marchande du Canada, Transports Canada, 2001.
- .7 AWPA : Association Américaine des préservatifs de bois.

### 1.2 DÉFINITIONS

- .1 Matière dangereuse : Produit, substance ou organisme utilisé aux fins auxquelles il était initialement destiné, et qui est une marchandise ou une matière dangereuse susceptible d'avoir des répercussions nuisibles sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'il est libéré dans l'environnement.
- .2 Terre humide : terrain où la nappe phréatique est à proximité ou au-dessus de la surface, ou qui est saturé d'eau assez longtemps pour créer des conditions comme des sols modifiés par l'eau et une végétation hydrophile. Les terres humides comprennent les tourbières et les terres humides minérales ou zones de sols minéraux qui subissent l'influence d'un excès d'eau mais qui produisent peu de tourbe ou pas du tout.

1.2 DÉFINITIONS  
(Suite)

- .3 Cours d'eau : désigne le lit et la rive d'une rivière, d'un ruisseau, d'un lac, d'une crique, d'un étang, d'un marais, d'un estuaire ou d'un plan d'eau salée qui contient de l'eau au cours d'au moins une partie de l'année.
- .4 Espèces exotiques : désigne des espèces ou sous-espèces introduites à l'extérieur de leur distribution normale, et dont l'établissement et la prolifération expose des écosystèmes, habitats ou des espèces locaux à des risques de dommages économiques ou environnementaux.
- .5 Zone tampon : zone de terres recouvertes de végétation qui protège les cours d'eau contre l'exploitation de terres adjacentes. Ce terme se rapporte aux terres adjacentes aux cours d'eau comme les ruisseaux, les rivières, les fleuves, les lacs, les étangs, les océans et les terres humides, y compris les plaines inondables et les terres en voie de conversion entre les cours d'eau et des zones de terres plus arides.

1.3 TRANSPORT

- .1 Transporter des marchandises et des déchets dangereux conformément aux exigences de la Loi sur le transport des marchandises dangereuses.
- .2 Ne pas surcharger les camions lors du transport de substances. Protéger le chargement contre tout risque de déversement.
- .3 Garder les camions propres et exempts de boue, de poussière et d'autres matières étrangères.
- .4 Éviter toute possibilité de déversement du chargement et de toute matière étrangère sur les autoroutes, les routes et les routes d'accès destinées à des travaux. Faire très attention lors du transport de remblais de dragage et d'autres matières dangereuses. Nettoyer immédiatement tout déversement et tout sol contaminé.
- .5 Avant le début des travaux, aviser le Représentant du Ministère à propos de routes existantes et des routes temporaires devant servir pour accéder aux secteurs des travaux et pour transporter des matériaux au chantier et hors du chantier, y compris les routes

- |                                  |    |   |
|----------------------------------|----|---|
| <u>1.3 TRANSPORT<br/>(Suite)</u> | .5 | (Suite)<br>menant au champ d'élimination des remblais de dragage. |
|----------------------------------|----|---|
- 
- |  |    |  |
|--|----|--|
| <u>1.4 MANIPULATION<br/>DES MATIÈRES<br/>DANGEREUSES</u> | .1 | Manipuler et stocker les matières dangereuses sur place conformément aux procédures et exigences énoncées dans le SIMDUT.                        |
|  | .2 | Stocker tous les liquides dangereux à un endroit et d'une manière qui empêchent leur déversement dans l'environnement.                           |
|  | .3 | Tenir un inventaire écrit de toutes les matières dangereuses gardées sur les lieux. Énumérer le produit, sa quantité et la date de son stockage. |
|  | .4 | Garder les fiches signalétiques du SIMDUT sur place pour tous les articles pertinents.   |
- 
- |   |    |   |
|---|----|---|
| <u>1.5 PÉTROLE, HUILES<br/>ET LUBRIFIANTS</u> | .1 | Se conformer aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pour le stockage sur place de carburant et de produits pétroliers.   |
|   | .2 | Ne placer aucun réservoir de carburant et ne stocker aucun carburant ou autre produit pétrolier à une distance de moins de 30 mètres d'une zone tampon de cours d'eau et de terres humides. Ne ravitailler ni huiler de la machinerie à moins de 30 mètres de cette zone tampon. Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère pour désigner un emplacement acceptable sur les lieux aux fins de stockage de carburant ou de ravitaillement de matériel. |
|   | .3 | Ne jeter aucun produit pétrolier ni toute autre substance toxique sur le sol ou dans l'eau.   |
|   | .4 | Faire preuve de diligence et prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter des déversements et contaminer ainsi le sol et l'eau (de surface ou souterraine) lors de la manipulation sur place de produits pétroliers et lors du ravitaillement de véhicules et de matériel.  |
-

- 1.5 PÉTROLE, HUILES  
ET LUBRIFIANTS  
(Suite)
- .5 Garder sur les lieux le matériel d'intervention approprié en cas de déversement, consistant en au moins un nécessaire d'intervention en cas de déversement sur emballé de 250 litres (55 gallons) pour le confinement et le nettoyage de déversements.
- .6 Garder les véhicules et le matériel en bon état afin d'empêcher toute fuite sur les lieux.
- .7 En cas de déversement de pétrole, aviser immédiatement le Représentant du Ministère et la Garde côtière canadienne (GCC) au numéro 1-800-565-1633 (ligne d'appel 24 heures). Effectuer le nettoyage conformément à tous les règlements et à toutes les procédures stipulés par l'autorité compétente.
- 1.6 ÉLIMINATION DES  
DÉCHETS
- .1 Ne pas enterrer les rebuts, les résidus de démolition et les déchets sur place.
- .2 Éliminer et recycler les résidus de démolition et les déchets vers une installation de traitement des déchets.
- .3 Ne pas jeter les matières dangereuses, les substances volatiles (comme les essences minérales, les peintures, les diluants, etc.) et les produits pétroliers dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou sanitaires et dans des sites d'enfouissement.
- .4 Éliminer les déchets dangereux conformément aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pertinents.
- .5 Déchets de béton:
- .1 Ne pas rejeter résiduelle ou rejetée le béton sur place.
- .2 Nettoyer immédiatement toute libération accidentelle du béton sur le site avant la solidification.
- .3 Ne pas laver et nettoyer les camion de béton sur le site.
- .4 Effectuer déversement des matières résiduelles et nettoyages des camions à l'usine de béton seulement. Suivre les réglementations environnementales et bonnes
-



- |   |    |   |
|---|----|---|
| 1.6 ÉLIMINATION DES<br>DÉCHETS<br>(Suite) | .5 | Déchets de béton:(Suite)<br>.4 (Suite)<br>pratiques approuvées par le Ministère de<br>l'Environnement du NB et autres autorités<br>ayant juridiction.   |
| 1.7 QUALITÉ DE<br>L'EAU                   | .1 | Exécuter les travaux d'excavation d'un cours<br>d'eau ou d'une terre humide de façon à limiter<br>la turbidité et à réduire la quantité de<br>sédiments en suspension dans l'eau à un<br>minimum absolu, et ce, en tout temps.<br>.1 Maintenir la vitesse et l'élan<br>d'excavation appropriés du matériel<br>d'excavation. Effectuer au besoin des<br>ajustements approuvés par le Représentant du<br>Ministère.<br>.2 Mettre en position stratégique le<br>matériel d'excavation et les véhicules de<br>transport de façon à éviter, dans toute la<br>mesure du possible, les balancements au-dessus<br>de l'eau. |
|   | .2 | Dans les cas où les travaux pourraient<br>altérer la qualité de l'eau adjacente aux<br>canalisations de prise d'eau utilisées par les<br>installations de retenue de homard, de<br>traitement du poisson et d'autres exploitants<br>de ports, établir le calendrier des travaux en<br>coopération avec l'administration portuaire,<br>selon les directives du Représentant du<br>Ministère, afin de réduire au minimum les<br>ingérences et les effets sur les exploitants<br>du port.  |
|   | .3 | Surveiller visuellement la turbidité de l'eau<br>des zones avoisinantes adjacentes aux lieux<br>des travaux et jusqu'à la limite de dragage<br>établie de 200 mètres.<br>.1 Si la turbidité de l'eau change de<br>manière excessive au-delà de la limite de<br>dragage par rapport aux conditions existantes<br>des nappes d'eau avoisinantes, comme par<br>exemple un net changement de couleur, aviser<br>le Représentant du Ministère pour obtenir les<br>mesures appropriées à suivre pour atténuer les<br>effets de la situation.  |
|   | .4 | Qualité de l'eau lors de dragage par<br>aspiration:<br>.1 Réduire au minimum les points de rejet<br>des matériaux de dragage au lieu d'élimination  |
-

1.7 QUALITÉ DE  
L'EAU  
(Suite)

- .4 (Suite)
  - .1 (Suite)  
en plaçant l'embout du tuyau à la surface de l'eau ou près de ce point.
  - .2 Limiter la circulation des navires à la zone adjacente au lieu d'élimination à un niveau minimum absolu pour que les matériaux de dragage ne soient pas remis en suspension par l'effet du sillage des hélices.
- .5 La contamination de l'eau par bois traité avec agent de préservatif.
  - .1 Les bois traités, soient traités à l'usine ou traités sur site, doivent être séchés pour un minimum de 30 jours de la date de la l'application de traitement avant l'installation dans des zones qui seront en contact avec l'eau.
  - .2 Ne pas couper le bois traité au-dessus d'un cours d'eau ou des zones humides.
  - .3 Ne pas utiliser agent de préservatif liquide au-dessus d'un cours d'eau ou zones humides.
  - .4 Le bois traité avec chromate de cuivre ammoniacal approuvé CSA ou AWPA.
  - .5 Ne pas utiliser du bois traité avec créosote, le pétrole et le pentachlorophénol dans toute partie des travaux.
- .6 Ne rincer le matériel qu'à une distance tampon d'au moins 30 mètre d'une terre humide, d'un cours d'eau ou de toute zone écosensible.

1.8 RESTRICTIONS  
SOCIOÉCONOMIQUES

- .1 Respecter les règlements provinciaux et municipaux concernant toute restriction sur les travaux effectués la nuit et sur l'éclairage artificiel des lieux. Obtenir les permis pertinents.
- .2 Placer les projecteurs dans la direction opposée des zones résidentielles et commerciales adjacentes.
- .3 Munir le matériel et les machines de silencieux conçus à cette fin afin de réduire le bruit sur place au niveau le plus faible possible. Maintenir ces silencieux en bon état de marche en tout temps.

1.9 OISEAUX ET LEUR  
HABITAT

- .1 Se familiariser avec la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs et la faire respecter en ce qui concerne la protection des oiseaux migrateurs, leurs oeufs, leurs nids et leurs petits découverts sur les lieux et dans les environs.
- .2 Déranger le moins possible tous les oiseaux sur place et dans les environs pendant toute la durée des travaux.
- .3 Ne pas s'approcher des concentrations d'oiseaux de mer, de sauvagines et d'oiseaux de rivage lors de l'arrimage de matériel, de l'accès aux quais et du transport de fournitures.
- .4 Lors de travaux de nuit, placer les projecteurs dans la direction opposée des habitats de nids d'oiseaux.
- .5 Ne pas utiliser les plages, les dunes et autres zones non perturbées naturelles des lieux pour effectuer des travaux à moins que le Représentant du Ministère n'ait donné son approbation pour ces travaux particuliers.
- .6 Si des nids d'oiseaux sont découverts dans les terres humides lors des travaux, aviser immédiatement le Représentant du Ministère pour obtenir les directives à suivre.
  - .1 Ne pas déranger les nids et la végétation environnante jusqu'à la fin de la période de nidification.
  - .2 Réduire au minimum les travaux à proximité immédiate de telles zones jusqu'à la fin de la période de nidification.
  - .3 Protéger ces zones en suivant les recommandations du Service canadien de la faune.

1.10 POISSONS ET  
LEUR HABITAT

- .1 Prendre bien conscience du risque de contamination de l'habitat des poissons sur les lieux résultant de l'introduction d'espèces exotiques dans l'eau.
- .2 Afin de réduire au minimum la possibilité de contamination d'habitats de poissons, il faut laver et nettoyer tout le matériel de construction qui sera immergé dans l'eau d'un cours d'eau, ou pourrait entrer en contact

1.10 POISSONS ET  
LEUR HABITAT  
(Suite)

- .2 (Suite)  
avec de telles eaux au cours des travaux, afin de s'assurer qu'il est exempt de salissures marines et d'espèces exotiques.
- .1 Le matériel doit comprendre les embarcations, les chalands, les grues, les excavatrices, les camions de transport, les pompes, les tuyaux et tous les autres outils et équipements divers qui ont précédemment servi dans un environnement marin.
- .3 Le lavage et le nettoyage du matériel doivent avoir lieu immédiatement à leur arrivée sur les lieux et avant leur utilisation au-dessus d'un plan d'eau ou dans celui-ci.
- .4 Effectuer les opérations de lavage et de nettoyage comme suit:  
.1 Gratter et enlever toute accumulation importante de boue et l'éliminer de manière appropriée.  
.2 Rincer toutes les surfaces du matériel à l'aide d'eau douce pressurisée.  
.3 Tout de suite après, appliquer par forte pulvérisation une couche de vinaigre pur ou d'un autre agent de nettoyage respectueux de l'environnement afin d'éliminer entièrement toute trace de matière végétale, animale ou sédimentaire.  
.4 Rechercher et éliminer toute matière végétale, animale ou sédimentaire de tous les bouchains et les filtres.  
.5 Vidanger l'eau stagnante du matériel et le faire sécher complètement avant de l'utiliser.  
.6 Lors de l'extraction du matériel de l'eau, vidanger l'eau stagnante du matériel et le faire sécher complètement avant de le retirer des lieux.
- .5 N'effectuer aucune opération de nettoyage ou de rinçage dans une zone tampon de 30 mètres d'une terre humide, d'un cours d'eau ou d'une autre zone écosensible.
- .6 Dossier du registre d'assurance:  
.1 Tenir à jour un registre permanent des utilisations et nettoyages passés et présents de tout le matériel pour illustrer les mesures d'atténuation prises contre la contaminations d'habitats de poissons par des espèces exotiques.

1.10 POISSONS ET  
LEUR HABITAT  
(Suite)

- .6 Dossier du registre d'assurance:(Suite)
  - .2 Consigner les renseignements dans un registre à couverture rigide.
  - .3 Inclure les renseignements suivants:
    - .1 date et lieu de l'utilisation précédente du matériel dans un cours d'eau ou une terre humide;
    - .2 type de travaux exécutés;
    - .3 dates de rinçage de chaque pièce d'équipement;
    - .4 Méthode de nettoyage et agents utilisés.
- .7 Tenir à jour le registre d'assurance de qualité d'un projet à l'autre. Sur demande, remettre le registre au Représentant du Ministère aux fins d'examen.
- .8 Respecter les exigences et les recommandations du ministère de l'Environnement fédéral et de la Direction de la protection de l'habitat et du développement durable de Pêches et Océans Canada quant au nettoyage et au rinçage du matériel.

1.11 QUALITÉ DE  
L'AIR

- .1 Maintenir au minimum absolu la poussière en suspension dans l'air et les saletés résultants des travaux.
- .2 Prendre les mesures de lutte contre les poussières pour les routes, les stationnements et les zones de travail.
- .3 Arroser les surfaces avec de l'eau ou d'autres produits respectueux de l'environnement. Utiliser du matériel et des machines spécialement prévus à cet effet et appliquer la substance en quantité et selon une fréquence suffisantes pour assurer un contrôle efficace et constant de la poussière pendant toute la durée des travaux.
- .4 N'utiliser aucune huile ni tout autre produit à base de pétrole pour le contrôle de la poussière.

1.12 FEUX .1 Il est interdit de faire des feux et de brûler des déchets sur place.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 INSPECTION
- .1 Dans le cas où des ouvrages doivent être soumis à des inspections, à des approbations ou à des essais spéciaux commandés par ou par le représentant du ministère les autorités compétentes, en faire la demande dans un délai raisonnable.
  - .2 Conformément aux Conditions générales, le représentant du ministère peut demander à examiner toute partie de l'ouvrage, si on soupçonne que l'ouvrage en question n'est pas conforme aux exigences des documents contractuels.
  - .3 Si l'Entrepreneur couvre ou permet de couvrir un ouvrage avant qu'il ait été soumis aux inspections, aux approbations ou aux essais spéciaux requis, il doit découvrir l'ouvrage en question jusqu'à ce que les inspections ou les essais requis aient été complètement effectués de façon satisfaisante et jusqu'au moment où le représentant du ministère lui donnera la permission de couvrir l'ouvrage.
  - .4 L'Entrepreneur doit assumer les coûts pour découvrir l'ouvrage dérangé par les inspections et pour le remettre dans son état initial.
- 1.2 ESSAIS
- .1 Les essais effectués sur les matériaux et le matériel, comme prescrit dans diverses sections du devis, relèvent de la responsabilité au représentant du ministère, sauf indication contraire.
  - .2 Des essais ne figurant pas au devis peuvent aussi être effectués par le représentant du ministère à sa discrétion. Ce dernier en assumera les frais.
  - .3 Lorsque les inspections ou les essais réalisés par l'organisme d'essai désigné révèlent la non-conformité des ouvrages aux exigences du contrat, l'Entrepreneur doit supporter le coût encouru des essais ou des inspections supplémentaires que le représentant du ministère peut demander afin

- |                       |    |   |
|-----------------------|----|---|
| 1.2 ESSAIS<br>(Suite) | .3 | (Suite)<br>de vérifier si les corrections apportées sont acceptables. |
|-----------------------|----|---|
- 
- |  |    |   |
|--|----|---|
| 1.3 ORGANISMES<br>D'ESSAI ET<br>D'INSPECTION<br>INDÉPENDANTS | .1 | Le représentant du ministère peut se charger de retenir les services d'organismes d'essai et d'inspection indépendants. Il peut assumer le coût de ces services sauf pour ce qui suit, qui fait partie des responsabilités de l'Entrepreneur :<br>.1 les inspections et les essais exigés par des lois, des ordonnances, des règles, des règlements ou des consignes d'ordre public;<br>.2 les inspections et les essais effectués exclusivement pour la convenance de l'Entrepreneur;<br>.3 les essais prescrits dans diverses sections et qui doivent être effectués par l'Entrepreneur sous la supervision du représentant du ministère. |
|  | .2 | Informar le représentant du ministère suffisamment à l'avance du moment où les travaux seront prêts pour les essais, afin qu'il prenne des dispositions avec l'organisme d'essai. Sur demande du représentant du ministère, informer directement cet organisme.   |
|  | .3 | Selon les prescriptions du devis ou sur demande, soumettre à l'organisme d'essai les échantillons représentatifs de matériel et de matériaux nécessaires aux essais, en quantité suffisante, dans un délai raisonnable et suivant un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux.  |
|  | .4 | Fournir la main d'oeuvre et les installations nécessaires pour prélever, manipuler et livrer les échantillons de matériaux et de matériel.  |
|  | .5 | Prévoir l'espace requis, à l'usage exclusif de l'organisme d'essai, pour l'entreposage du matériel et la cure des échantillons.   |
|  | .6 | Le recours à des organismes d'essai et d'inspection indépendants, par le représentant du ministère, ne dégage aucunement l'Entrepreneur de sa responsabilité concernant l'exécution des travaux conformément aux exigences des documents contractuels.  |
-



1.4 ACCÈS AU  
CHANTIER

- .1 Faciliter au représentant du ministère l'accès au chantier. Si certains des ouvrages sont exécutés à des endroits autres que sur le chantier, prendre des dispositions pour permettre au représentant du ministère d'accéder à ces ouvrages pendant leur réalisation.
- .2 Fournir la main d'oeuvre et les installations nécessaires pour permettre l'accès aux ouvrages à inspecter et à mettre à l'essai.
- .3 Collaborer pour faciliter les inspections et les essais.

1.5 OUVRAGES OU  
TRAVAUX REJETÉS

- .1 Enlever et remplacer les éléments défectueux jugés non conformes aux documents contractuels par le représentant du ministère, soit parce qu'ils n'ont pas été exécutés selon les règles de l'art, soit parce qu'ils ont été réalisés avec des matériaux ou des produits défectueux, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés à l'ouvrage.
- .2 Remplacer ou refaire les ouvrages existants ou nouveaux, y compris les ouvrages des autres entrepreneurs qui ont été endommagés lors des travaux de réfection ou de remplacement.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- |   |    |  |
|---|----|--|
| <u>1.1 VOIES D'ACCÈS<br/>AU CHANTIER ET<br/>STATIONNEMENT</u> | .1 | La place pour le stationnement sur le chantier est restreinte. L'Entrepreneur doit prendre des dispositions pour stationner ses propres véhicules ainsi que ceux des sous-traitants et des ouvriers.   |
|   | .2 | Prévoir l'enlèvement de la neige et prendre les mesures nécessaires pour abattre la poussière, pendant la période des travaux, sur toutes les routes et surfaces asphaltées.   |
|   | .3 | Assurer l'entretien des routes et des stationnements du chantier, utilisés par l'Entrepreneur, pour la durée du contrat.<br>.1 Garder ces endroits propres et exempts de boue et de poussière par un lavage régulier.<br>.2 Remettre en état et réparer les routes, les surfaces asphaltées et les pelouses sur le chantier qui ont été endommagées suite à leur utilisation par l'Entrepreneur. |
| <u>1.2 BUREAU DE<br/>L'ENTREPRENEUR SUR<br/>LE CHANTIER</u>   | .1 | L'Entrepreneur doit fournir et assumer la responsabilité de son bureau de chantier, si cela est nécessaire, y compris l'électricité, le chauffage, l'éclairage et le téléphone. Situer le bureau de chantier selon les directives du représentant du ministère.  |
|   | .2 | Prévoir toutes les installations et tous les abris, exigés par le code ou par la réglementation, pour l'usage des ouvriers et du représentant du ministère et/ou du personnel de chantier approuvé.  |
| <u>1.3 ENTREPOSAGE DU<br/>MATÉRIEL/DES<br/>MATÉRIAUX</u>      | .1 | Situer les remorques d'entreposage là où cela perturbera le moins les opérations de l'installation existante.  |
|   | .2 | La place sur le chantier pour l'entreposage du matériel/des matériaux est restreinte. L'Entrepreneur doit prendre des dispositions en conséquence.   |
-

- 1.4 INSTALLATIONS SANITAIRES
- .1 Prévoir des installations sanitaires pour les ouvriers, le représentant du ministère et/ou son personnel de chantier, identifié conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents.
  - .2 Afficher les avis requis et prendre toutes les précautions exigées par les autorités sanitaires locales. Garder les lieux et le secteur propres.
- 1.5 ALIMENTATION ÉLECTRIQUE
- .1 Fournir le service, en assurer l'entretien et assumer les frais associés à l'alimentation électrique temporaire conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents.
  - .2 Fournir et aménager toutes les installations temporaires pour l'alimentation électrique, comme des lignes aériennes, des compteurs et des câbles souterrains, etc., et les soumettre à l'approbation de l'autorité d'alimentation électrique locale.
- 1.6 ALIMENTATION EN EAU
- .1 Prendre les dispositions nécessaires et assurer l'alimentation temporaire en eau, en assurer l'entretien et en assumer tous les frais, conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents.
- 1.7 SIGNALISATION DE CHANTIER
- .1 Sur demande du représentant du ministère, fournir un panneau de chantier autostable et l'installer à l'endroit indiqué.
  - .2 Le représentant du ministère fournira le revêtement vinylique que l'Entrepreneur devra apposer sur le panneau de chantier. Ce dernier, d'environ 1200 mm x 2400 mm, doit être constitué d'une ossature en poteaux de bois espacés à 400 mm d'entraxe avec surface-support en contreplaqué, montée sur des poteaux de support.
  - .3 Installer le panneau de chantier d'aplomb et de niveau; l'ossature de bois, bien ancrée dans le sol au moyen de poteaux, doit résister à des vents de 160 km/h.
-

1.7 SIGNALISATION  
DE CHANTIER  
(Suite)

---

- .4 Les panneaux d'identification de l'Entrepreneur ou de sous-traitants sont interdits sur le chantier.
- .5 Panneaux d'instructions et d'avis de sécurité :
  - .1 Les inscriptions paraissant sur les panneaux d'instructions et sur les avis de sécurité doivent être rédigées dans les deux langues officielles ou au moyen de symboles graphiques généralement connus conformes à la norme CAN3-Z321-95.
- .6 Entretien et élimination des panneaux de chantier :
  - .1 Garder les panneaux et les avis approuvés en bon état pendant toute la durée des travaux et les évacuer du chantier une fois ces derniers terminés, ou avant si le représentant du ministère le demande.

1.8 ENLEVEMENT DES  
INSTALLATIONS  
TEMPORAIRES

---

- .1 Enlever les installations temporaires du chantier après l'achèvement des travaux.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 GÉNÉRALITÉS

- .1 Procéder aux opérations de nettoyage et d'élimination de manière à respecter les ordonnances et les lois locales.
- .2 Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.

### 1.2 NETTOYAGE PENDANT LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut. Le nettoyer tous les jours.
- .2 Prévoir sur le chantier des conteneurs pour l'évacuation des débris et des matériaux de rebut.
- .3 Utiliser des conteneurs distincts, indiquant clairement leur usage, pour l'évacuation des débris et des matériaux de rebut dans le processus de tri et de recyclage des matériaux à la source conformément aux procédures de gestion des déchets prescrites.
- .4 Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier au moins une fois par jour.

### 1.3 NETTOYAGE FINAL

- .1 En vue de l'acceptation du projet au stade du certificat provisoire ou définitif d'achèvement des travaux, effectuer un nettoyage final.
- .2 Balayer et nettoyer les trottoirs et les autres surfaces extérieures avec revêtement; ratisser le reste du terrain.
- .3 S'assurer que le chantier, les aires adjacentes et le quai retrouvent leur état initial.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 TRAVAUX CONNEXES</u>	.1	Section 01 35 43, Protection de l'environnement.
<u>1.2 GÉNÉRALITÉS</u>	.1	Effectuer les travaux tout en accordant une attention particulière à ce qui suit : .1 réduction des déchets; .2 réacheminement des déchets des lieux d'enfouissement; .3 recyclage des matériaux.
<u>1.3 MÉTHODES DE MESURAGE</u>	.1	Travaux d'enlèvement: les coûts reliés à la présente section, à moins d'indication contraire, y compris la main-d'oeuvre, les installations, le matériel et les matériaux nécessaires constituent un prix fixe qui doit comprendre ce qui suit sans toutefois s'y limiter: .1 L'enlèvement, l'entreposage temporaire et la remise en place de tous les matériaux et de tout le matériel qui nuit à l'installation des nouveaux ouvrages. .2 Les services temporaires sont compris dans la présente section. .3 L'enlèvement au complet de la structure en palplanche d'acier jusqu'au limites indiquées dans les dessins, afin de permettre la mise en place des nouveaux ouvrages. Ces travaux comprennent l'enlèvement des blocs d'ancrage en béton armé, les gardes-roues en bois d'oeuvre, les cales des gardes-roues, revêtement en asphalte, les échelles, les tirants d'acier, l'ensemble de section en C, échelles et ancrages, barres de prises, les matériaux de remblai, ainsi que tous les articles et les services qui nuisent aux nouveaux ouvrages selon les indications. .4 Tous les travaux d'excavation et d'élimination nécessaires des matériaux de remblai existants. .5 Fourniture et installation d'étaisage temporaire au besoin, afin d'achever les nouveaux ouvrages. .6 L'enlèvement, le déplacement et la réinstallation temporaires des services électriques comme les poteaux, les panneaux,

1.3 MÉTHODES DE  
MESURAGE  
(Suite)

- .1 (Suite)
- .6 (Suite)
- les fils, les câbles, les conduits, les prises, et tous les autres services qui permettent la pose des nouveaux ouvrages.
- .7 Le transport et l'élimination corrects des matériaux et des débris non-recyclables vers un site d'enfouissement régional approuvé ou un poste secondaire approuvé.
- .1 Débris d'asphalte, béton et métal à être éliminés dans le site de construction et d'élimination de l'entrepreneur.
- .2 Les matériaux de remblai excavés seront déposés sur le site tel que dirigé.
- .8 L'exécution des travaux conformément aux exigences environnementales.
- .9 La fourniture et la pose d'un barrage flottant autour du chantier pour toute la durée des travaux afin d'empêcher que des débris flottants ne s'échappent sur l'eau. L'Entrepreneur doit retirer de l'eau immédiatement tous les débris qui sortent de la zone du barrage flottant.
- .2 Électricité: Tous les coûts associés aux nouveaux travaux d'électricités seront payés dans la section électricité à prix fixe.

1.4 RÉDUCTION DES  
DÉCHETS

- .1 Élaborer une stratégie de réduction des déchets pour les travaux.
- .2 Structurer le programme afin d'accorder la priorité aux tâches, la réduction des déchets devant être la priorité, suivie de la récupération et du recyclage puis de l'élimination comme déchet solide.
- .3 Désigner les matériaux et le matériel qui doivent :
  - .1 être récupérés aux fins de revente par l'Entrepreneur;
  - .2 être acheminés à une installation de recyclage;
  - .3 être acheminés à un site de traitement/d'enfouissement des déchets pour le recyclage;
  - .4 être éliminés dans un site d'enfouissement approuvé.

- |  |    |  |
|--|----|--|
| 1.4 RÉDUCTION DES DÉCHETS<br>(Suite)         | .4 | Réduire les déchets pendant les travaux d'installation. Adopter des pratiques qui permettent de réduire les déchets et d'optimiser l'utilisation complète des nouveaux matériaux sur place, c'est-à-dire :<br>.1 zone de découpage centralisée pour permettre un accès facile aux déchets de découpage;<br>.2 utilisation des déchets de découpage pour le calage et l'assemblage ailleurs;<br>.3 utilisation d'installations efficaces et stratégiquement disposées sur le chantier pour l'entreposage et la préparation des matériaux qui restent ou qui sont partiellement découpés (comme le contreplaqué, le bois d'échantillon, etc.) pour permettre de les intégrer facilement aux ouvrages dans la mesure du possible afin d'éviter le gaspillage. |
|  | .5 | Élaborer d'autres stratégies et méthodes innovatrices de réduction des déchets.  |
| 1.5 MÉTHODE DE TRI DES MATÉRIAUX A LA SOURCE | .1 | Élaborer et mettre en oeuvre une méthode de tri des matériaux à la source au début des travaux dans le cadre de la mobilisation et de la gestion des déchets sur le chantier.  |
|  | .2 | Prévoir des installations sur place afin de recueillir, manipuler et entreposer les quantités prévues de matériaux réutilisables, récupérables et recyclables.   |
|  | .3 | Établir des méthodes selon lesquelles les déchets dangereux et toxiques ainsi que leurs contenants qui se trouvent sur place ou sont utilisés pendant les travaux sont correctement isolés, entreposés sur place et éliminés conformément aux lois et règlements promulgués par les autorités compétentes.   |
| 1.6 EXIGENCES RELATIVES A L'ÉLIMINATION      | .1 | Éliminer les déchets seulement dans des installations approuvées de traitement des déchets ou des sites d'enfouissement autorisés.   |
|  | .2 | Avant de commencer les travaux, communiquer avec les autorités compétentes afin de savoir quels déchets, le cas échéant, sont interdits d'élimination dans les sites d'enfouissement.  |



- 1.6 EXIGENCES RELATIVES A L'ÉLIMINATION (Suite)
- .2 (Suite)  
Prendre les mesures nécessaires pour isoler ces déchets sur le chantier et les éliminer en respectant strictement les règlements provinciaux et municipaux pertinents.
- .3 Recueillir, regrouper et transporter les matériaux récupérés qui doivent être recyclés selon les catégories et les conditions distinctes, d'après les indications de l'installation de recyclage. Expédier les matériaux uniquement à des installations de recyclage approuvées.
- .4 Il est interdit à l'Entrepreneur de vendre des articles récupérés à des tiers sur le chantier.
- 1.7 ENLEVEMENT
- .1 Enlever la totalité des matériaux et objets qui doivent l'être, y compris toutes les fixations. Retirer avec soins les matériaux qui doivent être réutilisés.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- |   |    |   |
|---|----|---|
| <u>1.1 CONTENU DE LA SECTION</u>                              | .1 | Procédures administratives qui précèdent l'inspection et l'acceptation des travaux par le Représentant du Ministère.  |
| <u>1.1 SECTIONS CONNEXES</u>                                  | .1 | Section 01 78 00, Documents et éléments à remettre à l'achèvement des travaux.  |
| <u>1.2 INSPECTION ET DÉCLARATION D'ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL</u> | .1 | <p>Inspection effectuée par l'Entrepreneur :<br/>Coordonner et exécuter, de concert avec les sous-traitants, une inspection et une vérification de tous les ouvrages. Cerner et corriger les défaillances, les défauts, effectuer les réparations et exécuter les travaux en suspens nécessaires pour terminer tous les ouvrages conformément aux documents contractuels.</p> <p>.1 Aviser le Représentant du Ministère par écrit lorsque les défauts décelés pendant l'inspection de l'Entrepreneur ont été corrigés et que les travaux sont jugés achevés et prêts pour l'inspection de travaux terminés par le Représentant du Ministère.</p> <p>.2 Inspection par le Représentant du Ministère :<br/>Accompagner le Représentant du Ministère dans toutes les inspections provisoires et finales des travaux.</p> <p>.1 Corriger les défauts, les défaillances et effectuer les travaux en suspens déterminés au moyen de ces inspections.</p> <p>.2 Aviser le Représentant du Ministère dès que toutes les déficiences cernées ont été corrigées.</p> <p>.3 Il est à noter que le Représentant du Ministère n'attribue pas de certificat d'achèvement substantiel de l'ouvrage tant que l'Entrepreneur n'a pas effectué les travaux suivants et remis les documents indiqués :<br/>.1 documents d'archives du projet d'après exécution, Section 01 78 00.</p> <p>.4 Corriger toutes les non-conformités avant que le Représentant du Ministère puisse donner le certificat d'achèvement.</p> |

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- |                              |                                    |
|------------------------------|------------------------------------|
| 1.1 CONTENU DE LA<br>SECTION | .1 Documents d'archives de projet. |
|------------------------------|------------------------------------|
- 
- |   |   |
|---|---|
| 1.2 DOCUMENTS DU<br>D'ARCHIVES DU<br>PROJET | .1 Le Représentant du Ministère fournira deux (2) jeux de diazocopies des dessins contractuels et deux (2) exemplaires du manuel du devis principalement pour constituer le dossier d'après exécution.<br><br>.2 Conserver sur place un jeu des dessins et du devis contractuels afin de consigner les conditions réelles du chantier d'après exécution.<br><br>.3 Maintenir les dessins et le devis d'après exécution à jour, et en temps réel, en bon état et les rendre disponibles aux fins d'inspection par le Représentant du Ministère dès qu'il le demande.<br><br>.4 Dessins d'après exécution<br>.1 Inscrire les modifications à l'encre rouge sur les diazocopies. Inscrire ces modifications sur un seul jeu de diazocopies et à la fin des travaux, transférer les notes au propre sur le deuxième jeu (également à l'encre rouge).<br>.2 Présenter les deux jeux au Représentant du Ministère avant de demander le certificat d'achèvement substantiel des travaux.<br>.3 L'Entrepreneur doit estampiller tous les dessins à l'aide de l'estampille « dessins d'après exécution » et signer et dater les dessins.<br>.4 Indiquer l'ensemble des modifications, des remplacements et des divergences par rapport à ce qui figure dans les dessins contractuels ou le devis.<br>.5 Consigner les renseignements suivants :<br>.1 la profondeur de divers éléments par rapport aux références d'arpentage;<br>.2 les changements sur place des dimensions et des détails;<br>.3 l'emplacement de tous les services et services publics bouchés ou terminés;<br>.4 l'ensemble des élévations, coupes et détails de conception dimensionnés et |
|---|---|

1.2 DOCUMENTS DU .4  
D'ARCHIVES DU .5  
PROJET .4  
(Suite)

---

(Suite)

.5 (Suite)

.4 (Suite)

marqués afin de signaler systématiquement  
l'état des installations finies;

.5 tous les détails fournis pendant la  
durée du contrat par le Représentant du  
Ministère afin de compléter ou de  
modifier les dessins de conception  
actuels;

.6 toutes les autorisations de  
modification émises pendant la durée du  
contrat doivent être inscrites dans les  
documents finaux conformes à l'exécution,  
indiquant avec précision et uniformité  
l'état modifié qui s'applique à tous les  
détails de dessin touchés.

.5 Devis conformes à l'exécution : inscrire  
lisiblement à l'encre rouge chaque article  
afin de consigner la construction réelle, y  
compris :

.1 le fabricant, la marque de commerce et  
le numéro de catalogue de chaque produit  
installé en réalité, surtout les articles de  
remplacement par rapport à ce qui est précisé;

.2 les changements effectués conformément  
aux addenda et aux autorisations de  
modification;

.3 marquer les deux (2) exemplaires du  
devis, estampiller « Conforme à l'exécution »,  
signer et dater de la même façon que les  
dessins, conformément à la clause ci-dessus.

.6 Maintenir à jour les documents conformes à  
l'exécution au fur et à mesure que le contrat  
progresse. Le Représentant du Ministère  
procédera régulièrement à des examens et à des  
inspections des documents. Le défaut de  
maintenir à jour et entiers les documents  
conformes à l'exécution, à la satisfaction du  
Représentant du Ministère, fera l'objet de  
pénalités financières sous la forme de  
réductions des acomptes et de retenues.